

***l'Anti*capitaliste**

n°467 | 14 mars 2019 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

**CONTRE LA RÉPRESSION ET LE RACISME
POUR LA JUSTICE SOCIALE ET CLIMATIQUE**

**SYSTEME
DÉGAGÉ!**

Dossier

**16 MARS
ANTIRACISTE**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Algérie: un premier recul
du pouvoir, à transformer en
victoire contre le système Page 2

PREMIER PLAN

8 mars: vive la lutte
internationale des femmes!
Page 2



ACTU INTERNATIONALE
Climat: «Nous serons moins
activistes quand vous serez
moins merdiques» Page 5

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec un militant
du PST à Bejaïa en Algérie
Page 12



Par KADER LEONI

Algérie: un premier recul du pouvoir, à transformer en victoire contre le système

Le président Bouteflika a renoncé à sa candidature, annulé la présidentielle d'avril 2019, promis une Conférence nationale et changé le gouvernement. C'est le résultat du formidable mouvement populaire et de la grève générale commencée dimanche.

La présidence a nommé le ministre de l'Intérieur Noureddine Bedoui au poste de Premier ministre, en remplacement d'Ahmed Ouyahia, l'un des hommes politiques les plus haïs de l'ère Bouteflika. Ramatane Lamamra, un personnage qui pourrait contenter un certain milieu d'affaires, dit « démocrate », a été désigné vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères.

Même si le refus du 5^e mandat a été au centre de la contestation, les revendications ont évolué pour intégrer la fin du système (« pouvoir assassin »), la justice sociale, la dénonciation de l'oligarchie et la juste répartition des richesses nationales. Le mouvement est monté d'un cran cette semaine avec le début d'une grève générale, touchant le secteur productif (hydrocarbures) et certains services depuis le 10 mars. Toutes les catégories socio-professionnelles, y compris les secteurs les moins combattifs, ont été touchées par ce mouvement inédit.

Un vent de contestation souffle, qui dénonce la corruption, le despotisme, la dilapidation des richesses publiques et l'oligarchie prédatrice, et un mouvement national de contestation se structure encore timidement dans les universités et les quartiers.

Bouteflika a annoncé son retrait... mais il reste président! La présidentielle est reportée, et la promesse d'une deuxième république et d'une nouvelle constitution peuvent servir de replâtrage du pouvoir, sans amélioration démocratique mais, au contraire, avec une accélération des réformes libérales voulues par les secteurs critiques de la bourgeoisie et de l'armée, en lien avec la volonté des puissances impérialistes, notamment la France. Pour les masses mobilisées, les travailleurEs, les femmes, les jeunes, il s'agit de continuer le mouvement, d'obtenir le départ immédiat de Bouteflika, d'imposer une véritable assemblée constituante sur la base de déléguéEs élus dans le cadre de la mobilisation, de son auto-organisation, de la grève de masse en cours.

BIEN DIT

Les blessures oculaires survenues ces dernières semaines ne sont pas dues au hasard ou à l'inexpérience.

Le grand nombre de balles tirées avec une force cinétique conservée à longue distance et l'imprécision inhérente à cette arme devaient nécessairement entraîner un grand nombre de mutilations.

Lettre de 35 ophtalmologues à Emmanuel Macron, rendue publique le 10 mars 2019.

À la Une

Systeme dégage!

Pour le 17^e week-end consécutif, des dizaines de milliers de personnes se sont mobilisées aux quatre coins de la France, dans le cadre du mouvement des Gilets jaunes, contre les politiques de Macron. Si les chiffres de la mobilisation sont indéniablement en baisse, la colère est toujours bien là, et nul doute que les manifestations prévues le 16 mars, à l'occasion de l'Acte 18, seront une nouvelle illustration de la persistance du mouvement. Un acte 18 qui coïncidera non seulement avec la Marche contre le racisme et les violences policières, mais aussi avec une nouvelle Marche pour le climat, et qui précédera une journée de grève interprofessionnelle le 19 mars. Autant dire que Macron n'en a pas fini avec les mobilisations.

Climat social et politique bouleversé

Près de quatre mois après le début du mouvement des Gilets jaunes, et ce malgré l'absence de recul significatif du gouvernement, c'est tout le climat social et politique qui a en effet été bouleversé. L'image de la Macronie triomphante a été écorchée, les déclarations arrogantes et cyniques du président et de ses sbires suscitent toujours plus d'indignation, les déplacements des membres du gouvernement et, a fortiori, de Macron, se font sous haute protection policière, sans que cette dernière ne parvienne à contenir le chahut... Bref, le « nouveau monde », miné par des crises internes que la contestation rend d'autant plus difficiles à gérer, a du plomb dans l'aile, et sa politique ultra répressive lui attire des critiques de plus en plus nombreuses.

Il est toutefois beaucoup trop tôt pour crier victoire, et la fin de la phase du « Grand débat » doit être l'occasion de tirer certains bilans. Et le principal constat que l'on peut faire est que, si la Macronie et ses soutiens de la bourgeoisie ont été pris de court et ont fait montre d'une certaine panique face au développement de la mobilisation des Gilets jaunes, ils n'ont pas opéré de véritable recul et entendent toujours maintenir le cap des contre-réformes et des attaques contre l'ensemble de nos acquis et des dispositifs de solidarité collective.

Ils ont eu peur, mais...

Certains secteurs du pouvoir ont eu peur, mais pas assez pour se sentir réellement menacés et contraints à réellement revoir leurs plans. Quelques concessions ont été accordées, mais l'essentiel demeure : une politique au service des riches, la

destruction des services publics et de la sécurité sociale, la casse des droits collectifs, le tout dans un contexte de durcissement répressif contre toute contestation sociale.

Ils ont eu peur car le surgissement sur la scène politique de centaines de milliers de personnes souvent peu habituées à se mobiliser, mais au moins aussi déterminées et incontrôlables qu'elles étaient invisibles dans le débat public, est un symptôme de l'une des faiblesses structurelles du macronisme : sa faible implantation sociale et son manque de relais au sein des « corps intermédiaires » tant décriés. Une faiblesse expliquant largement la fuite en avant autoritaire, qui s'illustre avec le véritable blanc-seing accordé à des forces de répression toujours plus violentes et par la tentative – en cours – de faire adopter une législation anti-manifestations directement inspirée des idées de la droite la plus réactionnaire.

Les convergences restent à construire

Mais ils n'ont pas eu assez peur, principalement car les nécessaires convergences entre mouvement des Gilets jaunes et mobilisations et organisations « traditionnelles » n'ont pas été, à ce stade, suffisamment fortes. Les exemples existent pourtant (lire ci-contre), qui montrent qu'il est possible, sans renier ses objectifs et ses singularités, de tisser des liens, de partager les expériences, et de construire, touTEs ensemble, une grande mobilisation contre Macron et ses politiques.

La séquence 15-16-19 mars peut, à cet égard, permettre de franchir un cap. Le 15, ce seront les lycéenEs et les étudiantEs qui feront grève, dans le cadre d'une journée de mobilisation internationale, pour affirmer que c'est le système qu'il faut changer, pas le climat. Un slogan qui sera repris le lendemain lors de nouvelles

marches climat, qui donneront lieu à des convergences avec les Gilets jaunes dans de nombreuses villes, autour du mot d'ordre « Fin du monde, fin du mois, même combat! » La conscience que justice sociale et justice climatique sont indissociablement liées a largement progressé, ce qui s'incarnera le 16 mars... et dans les semaines qui suivront.

Convergences également avec la Marche contre le racisme et les violences policières qui, au-delà des problématiques propres aux populations racisées, pose des questions politiques majeures et de plus en plus partagées : contre les crimes policiers, les discriminations, pour l'égalité des droits, autant de questions qui, à l'instar des revendications féministes (lire ci-dessous), ne sont pas un supplément d'âme mais au cœur des combats pour la justice sociale et la justice climatique.

En manif... et en grève!

La réussite et les convergences de la journée du 16 mars seront en outre un point d'appui dans la construction de la grève interprofessionnelle du mardi 19, à l'appel de plusieurs syndicats, dans un contexte où différents secteurs, de l'Éducation nationale aux Finances publiques en passant par la Santé, sont déjà entrés en résistance face aux contre-réformes du gouvernement. Il s'agit en effet de se saisir de la journée du 19 qui, au-delà des petits calculs de certaines directions syndicales, sera l'occasion de construire et renforcer les convergences entre gilets jaunes et gilets rouges, et de faire la démonstration de notre force collective.

Nous avons les moyens de leur faire très peur et, à ce titre, la mobilisation exemplaire des AlgérienEs doit être une source d'inspiration. Face à un pouvoir obstiné et sûr de lui, et ce même si le premier recul des autorités ne signifie pas la fin de la mobilisation, les AlgérienEs ont en effet montré qu'une mobilisation de masse, déterminée, appuyée sur des grèves et des structures d'auto-organisation, reste le meilleur moyen de faire paniquer les puissants. Grèves, blocages, manifestations de masse : nul doute que la combinaison de ces trois éléments doit demeurer un objectif central pour toutes celles et tous ceux qui veulent en finir, une bonne fois pour toutes, avec ce système au service des riches.

Julien Salingue



8 MARS

Vive la lutte internationale des femmes!

Retour sur la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, avec une mobilisation internationale qui s'amplifie.

Alors que l'appel à une grève internationale des femmes avait été lancé en 2017 par les féministes d'Argentine, elles étaient de nouveau plusieurs centaines de milliers dans le rue ce 8 mars. La revendication de libéralisation de l'avortement était mise en avant, suite à son rejet par le Sénat et au cas récent d'une fillette

de 11 ans violée par le compagnon de sa grand-mère.

La lutte contre les violences était également très présente, tout comme au Brésil. Dans ce pays, la mobilisation contre Bolsonaro se poursuit et Marielle Franco, militante féministe noire et LGBTI des quartiers populaires assassinée en mars 2018, était à l'honneur.

À Istanbul, la manifestation féministe massive a été violemment réprimée par le pouvoir. En Corée du Sud, les femmes ont manifesté déguisées en sorcières. Des manifestations ont aussi eu lieu en Inde, en Indonésie... En Algérie, les femmes, très présentes dans la mobilisation sociale actuelle, l'était encore davantage vendredi

dernier avec des appels spécifiques dans certaines villes.

En Europe, la question de la grève commence à gagner du terrain en Italie, en Belgique, en Grèce... Mais on est partout encore très loin de la mobilisation incroyable qui a à nouveau secoué l'État espagnol. Cette année ce sont 6 millions de grévistes qui ont été recensés (5 millions en 2018) et des manifestations énormes dans toutes les grandes villes.

En France: pas si mal mais peut mieux faire...

Dans quelques villes en région (Marseille, Toulouse, Grenoble...), les manifestations ont dépassé le millier de manifestantEs. Dans les autres (Rouen, Lille, Lyon, Montpellier...),

plusieurs centaines de personnes se sont mobilisées. À Paris, on en a compté quelques milliers de présentEs au rassemblement de 15h40. Et le lendemain, samedi 9 mars, nous, les femmes, avons été en tête de la manifestation des Gilets jaunes. Mais avec 15 000 personnes mobilisées revendiquées par les organisatrices pour le 8 mars on est loin des 50 000 rassemblées le 24 novembre dernier et bien loin de ce qui se passe de l'autre côté de la frontière pyrénéenne...

Là où la mobilisation a le mieux marché, c'est parce que des équipes locales et notamment syndicales ont fait le boulot, appuyées sur l'auto-organisation des femmes. Mais en l'absence de visibilité nationale

Un monde à changer

MACRON, UN SOCIALISTE CASQUÉ POUR LES RICHES.

Et un rapport supplémentaire qui a toutes les chances de susciter les remarques vaseuses de Castaner et les dénégations de Macron et Philippe! Ce 11 mars, le Défenseur des Droits a publié son rapport annuel. Il vient après un précédent rapport de janvier 2018 sur le «maintien de l'ordre» et après diverses observations à la France sur le même sujet d'institutions européennes et de l'ONU (voir page 4). Sauf que ce rapport a un «plus»: il souligne la correspondance entre répression, recul des services publics, politiques anti-immigrés. «En France, parallèlement au recul des services publics, s'est implantée une politique de renforcement de la sécurité et de la répression face à la menace terroriste, aux troubles sociaux et à la crainte d'une crise migratoire alimentée par le repli sur soi».

Et c'est effectivement de cela qu'il s'agit, comme le soulignait sur les trottoirs de la manifestation du 19 janvier dernier une affiche représentant Castaner et des rangs de policiers casqués avec comme texte: «Notre mission: protéger et servir les évadés fiscaux». Comme l'explique le «prix Nobel» d'économie Joseph Stiglitz, le système économique actuel est en quelque sorte un «socialisme pour les riches»: «Les riches et les puissants se tourment

vers le gouvernement en cas de difficulté, tandis que les individus dans le besoin ne reçoivent pour ainsi dire aucune aide de l'État.»

Le néolibéralisme, ce n'est pas moins d'État mais un État complètement au service du libre fonctionnement du capital. Et de ce point de vue, la Constitution de la 5^e République offre des ressources immenses à l'autoritarisme, d'autant qu'elle a, dans la pratique et les textes, été «perfectionnée» pour le renforcer. Macron est en quelque sorte un virtuose en matière d'utilisation de ces institutions. Toutes les mesures essentielles se concoctent dans les bureaux de l'Élysée, et c'est là que seront choisies les initiatives en apparence sorties du grand débat. Après avoir eu peur un moment, il a repris l'initiative sur tous les fronts. Sa dernière manœuvre pour désarmer les états d'âme d'une partie de son propre camp: recourir lui-même au Conseil constitutionnel pour la loi anti-manifestations qui avait suscité 50 abstentions parmi les députés de son parti. Il coupe ainsi l'herbe sous le pied à la gauche parlementaire, et se pose en grand démocrate avec des risques très limités. Si certaines dispositions de la loi sont invalidées (ce qui n'est pas du tout certain vu ce qu'est le Conseil constitutionnel), l'arsenal répressif déjà en place est bien suffisant, d'autant qu'il peut être complété par des circulaires....

MOUVEMENT SOCIAL Convergences Gilets jaunes-syndicats dans l'Hérault

L'Assemblée générale des Gilets jaunes du Peyrou à Montpellier a lancé un appel à la convergence avec les syndicats, que nous reproduisons ci-dessous. Plusieurs syndicats, notamment de l'Enseignement supérieur et de la recherche, ont répondu favorablement à cet appel.

CherEs amiEs et, nous pourrions dire, cherEs camarades, il est grand temps qu'ensemble, nous arrêtons Macron et sa politique! Depuis trois mois sans relâche, nous battons le pavé. Nos revendications qui peuvent paraître très diverses car elles sont celles du peuple, recoupent les vôtres. Nous sommes soutenuEs par la population dans sa grande majorité car nous nous battons pour arrêter le gouvernement de Macron dans son œuvre d'injustice sociale, de baisse du pouvoir d'achat, de refus de prendre en compte la moindre de nos revendications, de répression et de calomnie comme seules réponses à nos aspirations.

«La solidarité s'impose car divisés nous sommes faibles»

Nous nous battons pour le pouvoir d'achat, dont l'une des solutions est l'augmentation des salaires. C'est aussi votre combat, à vous militantEs engagés des organisations syndicales. Vous vous battez dans vos entreprises, publiques ou privées, pour enrayer cette même



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA

mécanique d'austérité au service de la finance, des puissants, des patrons.

Nous sommes conscientEs que notre mouvement fonctionne autrement que le vôtre. Jeune, spontané, exprimant le ras-le-bol de la population, il se structure peu à peu, se fédéralise de plus en plus et nous cherchons la convergence avec vous, car nous avons les mêmes buts et les mêmes adversaires. La solidarité s'impose car

diviséEs nous sommes faibles, mais ensemble nous pouvons gagner. À Montpellier et dans l'Hérault, nous avons commencé à nous parler entre syndicalistes et gilets jaunes, à nous rencontrer, à nous réunir parfois, des cortèges syndicaux sont présents ces derniers samedis dans nos manifestations et nous avons été très nombreux les gilets jaunes, avec vous dans la rue lors de la grève du 5 février. Il n'est plus possible d'attendre.

Nous ne voulons pas prendre la place des syndicats, ni que les syndicats prennent le contrôle de notre mouvement des gilets jaunes, mais dans le respect des cadres de chacun, nous devons nous solidariser.

«Nous nous adressons à vous solennellement»

Macron fait comme si de rien n'était. Il organise un débat pour faire la promotion de sa politique et de sa petite personne. Il fait voter une loi dangereuse pour la démocratie quand dix-huit d'entre nous ont perdu un œil et que les blessés se comptent en milliers. Il réunit chaque semaine son conseil des ministres et continue. Rien ne l'arrêtera, sauf si nous décidons ensemble de l'arrêter.

Nous nous adressons à vous solennellement: nous devons ensemble bloquer le pays pour arrêter ce manège. Bloquer le pays pour que les revendications qui nous sont communes soient satisfaites, pour qu'enfin le peuple reprenne son avenir en main, dans la tradition qui est celle de notre pays.

Dans ce but, nous vous proposons, à vous, responsables des syndicats, militantEs dans les entreprises et sur les ronds-points, syndiquéEs et citoyenEs de nous rencontrer lors d'une Rencontre ouverte à toutes et à tous où nous débattons sur le thème: «La convergence: comment faire ensemble?», mardi 19 mars, à la suite de la manifestation (lieu à déterminer).

Assemblée générale Gilets jaunes du Peyrou le dimanche 3 mars.

Le chiffre 14 millions

C'est le nombre de barils de pétrole brut qui devraient être produits par les États-Unis en 2024, soit, comme le souligne le journal les Échos, «un niveau qui n'a jamais été atteint par aucun autre pays dans l'histoire.» La fuite en avant se poursuit, et souligne d'autant plus l'urgence d'étendre la mobilisation mondiale pour le climat face à la dangereuse irresponsabilité des puissants de ce monde.



Agenda

Vendredi 15 mars, Grève étudiante et scolaire pour le climat.

Samedi 16 mars, Acte 18 des Gilets jaunes. À Paris, 12 h, Arc de Triomphe.

Samedi 16 mars, marche des solidarités, Paris. Contre le racisme et les violences policières, à 13 h 12, place de la Madeleine à Paris.

Samedi 16 mars, marche du siècle pour le climat, Paris. À 12 h place de l'Étoile, puis 14 h place de l'Opéra en direction de la place de la République.

Mardi 19 mars, manifestation interprofessionnelle. À Paris, départ 13 h de Luxembourg en direction du Medef.

Jeu 21 mars, manifestation le printemps de la psychiatrie, Paris. À 11 h, square Paul et Marie Curie, 9 bd de l'Hôpital. De Luxembourg en direction du Medef.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Ne parlez pas de «répression» ou de «violences policières». Ces mots sont inacceptables dans un État de droit.

Emmanuel Macron, 7 mars 2019.

de l'appel à la grève à 15 h 40, il n'y a pas eu de véritable dynamique nationale, contrairement à ce qui s'était passé en novembre. Sur ce point, la responsabilité des directions des confédérations syndicales est évidente.

Défendre et construire la grève féministe

Il est clair qu'une nouvelle génération de militantes est disponible pour la lutte féministe. Dans la suite du mouvement #metoo, de Noustoutes, de la lutte contre toutes les violences faites aux femmes, ces femmes, souvent jeunes, se conscientisent sur l'ensemble des problématiques féministes. La convergence avec des femmes gilets jaunes, avec les assistantes maternelles en lutte avec leurs gilets roses, ou avec des femmes des quartiers populaires, est la démonstration que la jonction avec

les questions sociales, économiques, écologiques, les problématiques liées au travail, ainsi qu'avec les discriminations et l'antiracisme... est plus que possible. Reste maintenant à convaincre de la nécessité de la grève en tant qu'outil de lutte, de construction du rapport de forces et du mouvement des femmes. De ce point de vue, le mouvement qui secoue l'État espagnol doit être pour nous un exemple. N'attendons pas le 8 mars prochain! Partout où les femmes sont regroupées, il faut défendre et construire la grève féministe: dans les associations de femmes, les syndicats bien sûr, les collectifs unitaires, les groupes de femmes Gilets jaunes, les lieux de travail, les quartiers, etc.

Parce que nous sommes plus de la moitié de l'humanité, que nous sommes partout, notre force est immense si nous nous organisons pour



Le 8 mars dernier à Madrid. DR

éliminer les oppressions et l'exploitation qui régissent aujourd'hui la société. L'heure est à la construction d'un mouvement féministe massif

et radical qui lutte pour changer le monde!

Commission nationale d'intervention féministe

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6500 exemplaires

**Directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

AUTOMOBILE

Urgence pour garantir l'emploi

L'état d'urgence pour la filière automobile diesel est enfin reconnu. Selon les estimations fournies par les constructeurs automobiles, elle rassemble en France 37 500 salariés avec selon leurs prévisions la perte de 10 000 à 15 000 emplois dont 5 500 menacés à court terme.

Près de 300 établissements sont menacés, dont six « en crise avérée à traiter d'urgence » et une trentaine « très fragilisés ». Et il ne s'agit que des chiffres chez les constructeurs et les principaux équipementiers, sans inclure tous les emplois induits autour des emplois directement menacés.

Lundi 11 mars au ministère des Finances à Bercy, du « grand monde » a été réuni : deux anciens ministres de Sarkozy (Bruno Le Maire, actuel ministre de l'Économie, et Luc Chatel, ancien ministre de l'Éducation nationale reconverti en chef de la « Plateforme automobile »), le lobby patronal de toute la filière, six présidents de région, des dirigeants de PSA, Renault, Toyota et Michelin, le secrétaire général de la CGT...



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / BABAR

Responsabilité de Macron et des constructeurs automobiles

Aucune ambiguïté : les responsables de cette situation scandaleusement niée depuis des années sont les constructeurs automobiles et les gouvernements, et en particulier français. Alors que les dangers des émanations de particules fines des motorisations diesel sont depuis longtemps dénoncés par l'Organisation mondiale de la santé et de nombreuses ONG, la population a été incitée à acheter des véhicules diesel. Et les utilisateurs de véhicules diesel anciens, les moins chers à l'achat et à l'usage, en sont aujourd'hui les premières victimes.

Quelques mois après la révélation du scandale diesel Volkswagen, qui a définitivement ébranlé la confiance envers le diesel partout dans le monde, le ministre omniscient de l'Économie Macron osait déclarer en août 2016, devant les ouvriers de l'usine Bosch à Rodez, que le moteur diesel était « au cœur de la politique industrielle française » et de la « mobilité environnementale ». Oui, la responsabilité de Macron et des constructeurs automobiles est totale, car ils ont délibérément provoqué cet état d'urgence en ignorant les alertes grandissantes depuis des années. Et, comble du scandale, ils essaient encore aujourd'hui de rentabiliser plus longtemps leurs anciens outils industriels en ayant recours au chantage à l'emploi. À la manière des industries du tabac, de l'amiante, ou encore de Monsanto, ils mobilisent des enquêtes biaisées pour tenter de démentir un consensus scientifique. Et force est de reconnaître qu'ils peuvent connaître un écho parmi celles et ceux qui voient dans la dénonciation du diesel un complot contre l'emploi et l'industrie.

Refuser ce chantage, c'est exiger que la garantie de l'emploi pour touTEs soit un préalable non négociable à la reconversion inéluctable de la filière diesel. Et nous ne comptons ni sur les constructeurs automobiles ni sur le gouvernement pour « offrir » naturellement cette garantie. La garantie de l'emploi ne pourra être obtenue que par une mobilisation d'ensemble. Aux provocateurs pollueurs de payer !

Publié sur NPA Auto critique (<http://www.npa-auto-critique.org>)

VIOLENCES POLICIÈRES La fuite en avant répressive de la Macronie et ses soutiens

Pas une semaine ne se passe sans nouveaux témoignages et nouvelles images de violences policières commises, notamment, dans le cadre des manifestations des Gilets jaunes. Mais la Macronie et ses soutiens, loin de vouloir freiner la machine répressive, semblent pris dans une irrésistible fuite en avant, où se mêlent déni, mauvaise foi et provocations.

Le mercredi 6 mars, Michelle Bachelet, ancienne présidente du Chili et Haute commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, appelait le gouvernement français à « [mener] urgemment une enquête approfondie sur tous les cas rapportés d'usage excessif de la force » contre le mouvement des Gilets jaunes. Après le Conseil de l'Europe, qui avait appelé fin février à « suspendre l'usage du LBD dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre » afin de « mieux respecter les droits de l'homme », c'est donc un nouvel organe peu suspect de sympathies gauchistes qui s'en prend explicitement à la politique répressive du gouvernement français. Et comme on pouvait s'y attendre, la réaction de ce dernier a été à la hauteur du mépris affiché depuis plusieurs mois à l'égard des centaines de victimes de violences policières.

« En France on est dans un État de droit »

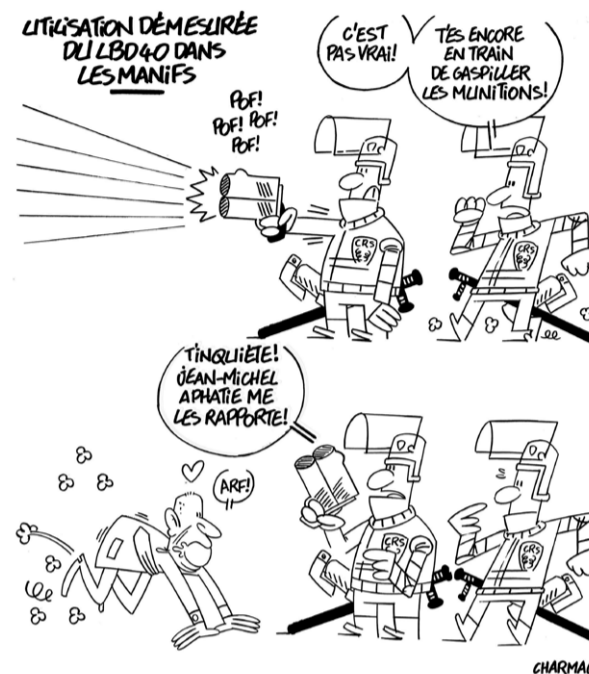
« J'aime beaucoup entendre les conseils du haut-commissaire mais je rappelle qu'en France on est dans un État de droit et que la République à la fin est la plus forte », a ainsi commenté Édouard Philippe, tandis que Benjamin Griveaux affirmait « s'étonner tout de même de se retrouver cité dans une liste entre le Venezuela et Haïti où il y a eu des morts [...] à la suite de manifestations ». On relèvera qu'au-delà de son mépris affiché à l'égard de Michelle Bachelet, le Premier ministre s'appuie sur un

raisonnement circulaire (« Il n'y a pas de violences policières dans un État de droit, or la France est un État de droit, donc il n'y a pas de violences policières en France ») dont on pourrait facilement inverser la logique (« Il n'y a pas de violences policières dans un État de droit, or il y a des violences policières en France, donc la France n'est pas un État de droit »). Idem pour Benjamin Griveaux, qui non seulement sous-entend ce que le rapport du Haut commissariat ne dit pas (aucune comparaison n'y est effectuée avec le Venezuela ou Haïti),

mais témoigne en outre d'un « étonnement » que l'on peut aisément lui renvoyer : ce qui est « étonnant » n'est pas que la France soit citée dans le rapport, mais que certains feignent de croire qu'il y aurait de quoi s'en offusquer.

L'axe Mélenchon-Maduro-Bachelet

Au-delà du personnel politique de la Macronie, le rapport du Haut commissariat n'a pas manqué de faire réagir certains éditorialistes chiens de garde, qui sont eux aussi



CHARNAG

montés au créneau pour délégitimer la prise de position de Michelle Bachelet. Cette dernière a ainsi été traitée par l'inénarrable Jean-Michel Apathie de « sous-secrétaire désœuvrée qui s'est exprimée un jour où elle s'ennuyait », tandis que l'émission « 24 heures Pujadas » du 6 mars, sur LCI, a donné lieu à un échange surréaliste entre, notamment, Serge Raffy de l'Obs, Sophie Coignard du Point et Ivan Rioufol du Figaro. Y ont été dénoncés, pêle-mêle, entre plaisanteries de mauvais goût et sourires entendus une « instrumentalisation de l'ONU », une « attaque contre la France », une « manipulation politique », une tentative de « salir le gouvernement français » et, en apothéose, un « axe assez troublant » réunissant « les Chavistes », la FI et Michelle Bachelet¹. Misère...

Des réactions qui prêteraient à sourire si la situation n'était pas aussi grave, avec des centaines de blessés et des dizaines de mutilés, et qui traduisent « en même temps » un mépris souverain à l'égard des Gilets jaunes et une adhésion de plus en plus inquiétante au tout-répressif. En effet, force est de constater que si l'étonnement est simulé, le cynisme ne l'est pas et que, même si la question des violences policières s'est peu à peu installée dans le débat public, certains tentent toujours effrontément de minorer le phénomène. La bataille continue, au côté des Gilets jaunes, des comités Vérité et justice, des associations de victimes, et de toutes celles et tous ceux qui refusent que l'inacceptable soit normalisé.

Julien Salingue

1 - On attend avec impatience la prochaine émission de David Pujadas consacrée au complotisme...

EUROPÉENNES Macron, sauveur suprême ?

Dans une tribune publiée en 28 langues et dans divers quotidiens européens (The Guardian, Die Welt, El País, Corriere della Serra...), Emmanuel Macron s'est posé en sauveur d'une Union européenne en crise, espérant donner le coup d'envoi symbolique d'une campagne qui s'annonce déjà, en France, marquée par le contexte de mobilisation sociale, autour notamment du mouvement des Gilets jaunes.



DR

À la lecture de la tribune de Macron, on aurait presque l'impression que celui qui entend montrer la voie aux peuples européens pourrait se targuer de réussites dans son pays. Voilà qui ne manque pas de faire sourire, mais aussi grincer des dents, lorsque l'on regarde la situation politique et sociale en France : rétrécissement spectaculaire de la popularité de Macron depuis son élection, contestation tous azimuts, avec notamment le mouvement des Gilets jaunes, crise politique sans fin au sein de la Macronie, fuite en avant autoritaire pour faire taire toute contestation...

« Renaissance européenne » ?

Mais de quel bilan national Macron peut-il bien se vanter ? À moins qu'il ne s'agisse, une fois de plus, d'opérer une diversion aussi discrète qu'une sortie d'Alexandre Benalla, en se posant en seul recours face aux courants les plus nationalistes et réactionnaires qui ne cessent de progresser aux quatre coins de l'Europe. Et à ce petit jeu, le moins que l'on puisse dire est que Macron n'est guère crédible, lui qui, tout en agitant l'écran de fumée d'une « renaissance européenne », se pose en défenseur de l'UE, de ses institutions, de sa monnaie, de ses politiques libérales et destructrices. Les mêmes politiques qui, en générant toujours davantage de misère, de précarité, de désespoir, sont le terreau

fertile sur lequel se développent les courants les plus réactionnaires, qui ont dû se féliciter de la tribune de leur meilleur ennemi Macron. Le Premier ministre hongrois Orbán ne s'y est d'ailleurs pas trompé, qui a salué dans le texte du président français « un bon point de départ pour un dialogue sérieux et constructif sur l'avenir de l'Europe » (sic).

« Il faut faire plus, plus vite »

Il faut dire qu'au-delà des postures et des déclarations d'intention

grandiloquentes, Macron a fait une série de propositions qui ne sont pas pour déplaire aux droites extrêmes et aux extrêmes droites. Ainsi en va-t-il notamment des pistes évoquées autour des questions de frontières et de migrations. « Je crois, face aux migrations, à une Europe qui protège à la fois ses valeurs et ses frontières », écrit ainsi Macron, qui explique qu'il faut « remettre à plat l'espace Schengen » et mettre en place « une police des frontières commune et un office

européen de l'asile, des obligations strictes de contrôle, une solidarité européenne à laquelle chaque pays contribue ».

Le président français défend en outre la perspective d'un « traité de défense et de sécurité » et d'une « augmentation des dépenses militaires » pour « protéger notre continent ». Une rhétorique qui, là encore, bien qu'elle puisse heurter la sensibilité de certains nationalistes peu favorables à une défense européenne commune, s'inscrit dans une logique de construction d'une Europe forteresse et militariste dont on ne voit pas bien ce qu'elle aurait de « progressiste »...

Aucune rupture en vue donc, mais au contraire une continuité assumée, une reprise des thématiques des courants les plus réactionnaires, et une promesse d'accélération des contre-réformes (« Il faut faire plus, plus vite ») qui devraient renforcer toutes celles et tous ceux qui sont déterminés à ne pas se laisser duper par le chantage de Macron et à se mobiliser en conséquence.

C.B.

CATALOGNE Le 16 mars, une manifestation à Madrid pour mettre l'État en accusation

Un article publié sur le site de la revue *Viento Sur*¹, sous le titre «16-M: Manifestación en Madrid para acusar al Estado».

L'Assemblée nationale catalane (ANC) et Omnium Cultural participeront, le 16 mars (le 16-M) à Madrid, avec le soutien de nombreuses associations, organisations et partis, à un rassemblement pour exiger la liberté des prisonniers politiques et des indépendantistes exilés, afin de rappeler que «l'autodétermination n'est pas un crime». C'est la première fois que les organisations indépendantistes organisent une manifestation à Madrid. Et elles le font conjointement avec différentes organisations sociales et politiques de la Communauté de Madrid.

Porter la lutte catalane à Madrid

Au Tribunal suprême de Madrid, 12 détenus et condamnés sont en train d'être jugés, pour la plupart inculpés de rébellion, avec des peines requises de 177 ans de prison pour avoir organisé le référendum du 1^{er} octobre 2017 et pour avoir signé une déclaration d'indépendance le 27 octobre de la même année.

Le 16-M peut jouer un rôle important en favorisant la rencontre et la convergence entre des associations, des organisations et des personnes solidaires de la Catalogne, luttant contre l'évolution répressive de l'État et partageant le point de



LA DIRECTA

vue selon lequel il faut unifier les luttes pour la démocratie et les droits sociaux face au régime monarchique.

La manifestation sera une occasion de montrer aux habitantEs de Madrid le vrai visage du mouvement catalan : populaire, transversal, pacifique et attaché à la démocratie. L'État et les médias ont réussi à imposer à l'opinion publique hors de Catalogne l'image déformée d'un mouvement manipulé par la bourgeoisie, ethniciste, qui voudrait marginaliser le castillan et ne serait pas solidaire des autres peuples de l'État. Nous devons donner corps à la déclaration de Jordi Cuixart face à ses accusateurs : nous sommes des peuples frères, et ils ne réussiront pas à nous opposer.

Converger avec les autres peuples de l'État

Dans toute l'Espagne, de nombreuses associations, organisations et individus partagent cette

analyse, et travaillent à la convergence. Ces extraits du *Manifeste du syndicalisme alternatif et de classe*, qui appelle à la manifestation du 16 mars à Madrid, en sont un bon exemple : «La lutte pour le droit à l'autodétermination en Catalogne a constitué non seulement l'un des principaux facteurs politiques de déstabilisation du régime de 78, mais est en outre devenu un nouveau champ de bataille pour la mise en place du programme caché de l'État espagnol, c'est-à-dire tout l'arsenal d'exception en matière de répression [...] qui s'applique ensuite, à divers niveaux d'intensité, à l'ensemble de la population, aux mouvements sociaux et aux classes travailleuses».

Si, comme le Roi l'a dit, seul ce qui est légal est démocratique ; si ce qui n'est pas légal est un délit ; si les lois et leur interprétation vont toujours dans le sens de moins de libertés ; si les manifestations pacifiques sont des émeutes et la

désobéissance de la rébellion ; alors tous les mouvements sociaux sont sérieusement menacés.

Pour s'opposer à cette dérive réactionnaire de l'État, il faut plus que des résolutions de congrès, des déclarations et des interventions parlementaires. Il faut une action de rue. Cela, Podemos, qui est au niveau de l'État une organisation de gauche puissante, devrait le comprendre, elle qui partage en théorie une bonne partie de ces arguments mais qui, jusqu'à présent, est absente de la mobilisation dans la rue.

Se mobiliser ensemble pour ne pas être écrasés séparément

Le *Manifeste du syndicalisme alternatif et de classe* ne s'arrête pas, lui, à des déclarations : «Face aux atteintes à la souveraineté populaire, face à la régression démocratique, aux coupes budgétaires, à la répression, aux privatisations et à la précarité, nous avons besoin de travailler à l'unification des luttes, et de construire ensemble un calendrier commun des mouvements sociaux et du syndicalisme combatif [...]», appelant à envahir les rues de Madrid le samedi 16 mars. Si nous ne nous mobilisons pas ensemble, nous serons écrasés séparément, en première ou en seconde instance. Le 16-M est une bonne occasion pour essayer d'interrompre une dynamique perverse, pour dénoncer l'utilisation de la justice à des fins de répression des libertés et des droits fondamentaux, pour mettre en accusation l'État et sa dérive autoritaire.

Martí Caussa (traduction J.S.)

1 - <https://vientosur.info/spip.php?article14656>

CLIMAT « Nous serons moins activistes quand vous serez moins merdiques »

Au Canada, en Irlande, en Australie, en Suisse, en Allemagne, en Belgique, en Italie, au Royaume-Uni, au Luxembourg, en Suède... des dizaines de milliers de jeunes étudiantEs, lycéenEs, collégienEs quittent leurs salles de classe pour souligner l'urgence climatique.

Des mobilisations variables ont eu lieu, qui ont pu rassembler des dizaines de milliers de jeunes à Bruxelles en janvier, des centaines de lycéenEs dans des dizaines de villes d'Allemagne en février et, dès la fin novembre, 15 000 personnes en Australie autour d'une opposition au gouvernement fédéral.

«La marche du siècle» ?

L'appel international à la grève pour le climat lancé par la lycéenne suédoise Greta Thunberg pour le 15 mars, semble, dans ce contexte, avoir un large écho puisque des actions sont prévues dans plus de 150 villes et 40 pays à travers le monde. En France, l'initiative se double d'une marche pour le climat et de l'Acte 18 des Gilets jaunes, prévus le jour suivant dans de nombreuses villes. Le but reste pour le moment de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils légifèrent enfin sérieusement en faveur du climat. Ces derniers jouent la carte



PHOTOTHÈQUE ROUGE / DAMIEN VERGNE

de la bienveillance, en revoyant à la hausse leurs objectifs de réduction des gaz à effet de serre (comme s'ils suffisaient de les inscrire dans la loi pour qu'ils aient un effet), en faisant voter des motions de soutien, ou en déployant le tapis rouge pour les figures du mouvement. Greta Thunberg, qui s'exprimait fin janvier

à Davos, est invitée cette semaine au Parlement européen par les groupes parlementaires de gauche...

«il n'y a pas de planète B»

Le 15 février, lors du premier rassemblement lycéen à Paris, la porte du ministère de l'Écologie restait ouverte et une secrétaire d'État

tentait un discours électoral, heureusement refusé par les manifestantEs : «Derrière les portes de ce ministère vous n'avez que des alliés, pas des adversaires.» Le gouvernement et d'autres tentent aussi d'opposer la mobilisation pour le climat «responsable et raisonnable», à celle des Gilets jaunes. L'ancien ministre Hulot, la CFDT et 17 autres organisations lançaient le 5 mars un «appel pour un pacte social et écologique» énumérant 66 propositions «pour donner à chacun le pouvoir de vivre».

Il y a dix jours Merkel, suivant l'opinion publique allemande, disait soutenir les lycéenEs. Mais le slogan «Il n'y a pas de planète B», le plus repris en Allemagne, montre l'urgence et la centralité du problème écologique. Le problème est mondial, et cela semble bien compris par les milliers de jeunes qui manifestent, quitte à être parfois peu nombreux, notamment à Paris pour cause de vacances scolaires. Pas sûr que des déclarations d'intention suffisent à résoudre un problème qui implique de contester le pouvoir des grandes firmes capitalistes à l'échelle internationale.

Marc Emard



Le monde en bref

Yémen. Des cas de viols d'enfants dénoncés par Amnesty International.

Selon Amnesty International, plusieurs garçons, âgés de 8 à 16 ans, ont été victimes de viols au Yémen. Certains de ces viols ont été commis par des miliciens membres de groupes soutenus par la «coalition internationale» dirigée par l'Arabie saoudite. L'ONG a pu documenter précisément quatre cas de viols, mais souligne que leur nombre est probablement beaucoup plus élevé, les familles des victimes étant contraintes de se taire par peur des représailles.

Comme l'a rappelé Heba Morayef, directrice régionale d'Amnesty pour le Moyen-Orient, à l'occasion de la publication du rapport le 11 mars, «les viols et agressions sexuelles commis dans un contexte de conflit armé sont des crimes de guerre. Les personnes occupant des postes de commandement qui s'abstiennent de faire cesser ces agissements odieux peuvent elles-mêmes être tenues pour responsables de crimes de guerre.» Ces actes criminels soulignent, une fois de plus, la terrible situation des populations du Yémen, victimes d'une sale guerre conduite par le régime saoudien, aux conséquences toujours plus désastreuses. Comme le rappelle le site du Monde (11 mars), «le conflit en cours dans le pays a déjà fait quelque 10 000 morts, selon un bilan partiel de l'Organisation mondiale de la santé», tandis que «selon l'ONU, 24,1 millions de Yéménites ont besoin d'une aide ou de protection, dont dix millions sont au bord de la famine.» Et pendant ce temps-là, la France continue de vendre des armes à «l'allié» saoudien, se rendant complice de crimes de guerre et de la perpétuation de «la pire crise humanitaire au monde», pour reprendre les mots du secrétaire général adjoint pour les affaires humanitaires de l'ONU, Mark Lowcock.

États-Unis. Chelsea Manning retourne en prison.

Chelsea Manning, ancienne analyste militaire dans l'armée US, à l'origine des révélations de Wikileaks, en 2010, sur les pratiques des militaires étatsunien en Irak et en Afghanistan, a été de nouveau incarcérée, le 8 mars dernier, dans une prison de Virginie. Le juge lui reproche de refuser de témoigner sur ses liens avec Wikileaks, dans le cadre d'une procédure opaque menée au nom de la «sécurité nationale», et l'a déclarée «coupable d'entrave à la bonne marche de la justice».

Une courte déclaration a été publiée sur le compte Twitter de Chelsea Manning suite à son incarcération : «Je ne participerai pas à un procès secret avec lequel je suis moralement en désaccord, encore moins à une procédure qui a été utilisée dans l'histoire pour prendre au piège et persécuter les activistes pour leur parole politique, [normalement] protégée.»

Arrêtée sur dénonciation en 2010, Chelsea Manning a passé près de 7 ans en prison, condamnée pour «trahison» après avoir fait fuiter des centaines de milliers de documents confidentiels, dont plusieurs centaines de milliers de câbles diplomatiques. Qualifiée de «traîtresse» par Donald Trump, elle est en réalité l'une des plus célèbres lanceuses d'alerte au niveau international, et de toute évidence les autorités étatsuniennes ont décidé de continuer à lui faire payer un geste qui avait permis d'en savoir beaucoup plus sur les sales méthodes de l'armée US. Pour Daniel Ellsberg, informateur du *Washington Post* dans l'affaire des «Pentagon Papers», cité par *Mediapart* (9 mars) : «Une fois de plus, Chelsea Manning agit de façon héroïque au nom de la liberté de la presse. Enquêter sur Wikileaks pour ses publications est une grave menace à tous les droits des journalistes, et Chelsea nous rend à tous service en le combattant. Elle a déjà été torturée, a passé des années en prison, a souffert plus qu'assez. Elle doit être libérée immédiatement.»



WIKIMEDIA COMMONS

« **N**ous, familles des victimes tuées, violées, mutilées, blessées par la police; nous, migrantEs chassés, torturés, traumatisés, persécutés par l'État et le système des frontières; nous, habitantEs des quartiers populaires harcelés et humiliés au quotidien par les forces de police et ciblés par le racisme d'État; soutenus par des collectifs, des associations, des syndicats et des partis politiques: nous marcherons ensemble, contre le racisme d'État et les violences policières. » Ainsi débute l'appel à la marche du 16 mars contre le racisme d'État et les violences policières, à laquelle le NPA se joindra. L'occasion de revenir, dans ce dossier, sur plusieurs questions d'actualité autour de cette marche: l'Europe forteresse, la lutte pour l'ouverture des frontières, les violences policières.

NB: les articles qui suivent sont extraits d'une brochure à paraître, réalisée par la Commission nationale immigration et antiracisme du NPA.



EN FINIR

AVEC

LES FRONTIÈRES, LE RACISME D'ÉTAT ET LES VIOLENCES POLICIÈRES

NON À L'EUROPE FORTERESSE! POUR LA LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION!

Les gouvernants européens et américains, chauvins de l'Est et de l'Ouest, se rejoignent pour mener la même politique xénophobe et raciste. Des milliers de migrantEs meurent en Méditerranée, devenu un immense cimetière marin, Orbán en Hongrie déclare que venir en aide aux réfugiés est un crime... Les murs frontaliers se construisent sur des milliers de kilomètres. La recette est partout la même: détourner le mécontentement des populations contre les migrantEs en les désignant comme responsables de tous les maux de la société. C'est la vieille tactique du bouc-émissaire, qui marche d'autant plus que les sociétés vont mal. Elle favorise le développement du racisme et du nationalisme, qui sont le fonds de commerce de l'extrême droite. Et l'on voit de façon inquiétante monter en Europe, en France, en Allemagne, Autriche, Hongrie, Italie des courants fascisants qui font du nationalisme, du repli sur les frontières, de la chasse aux migrantEs leurs principaux chevaux de bataille.

La politique de fermeture des frontières tue

La fermeture des frontières, la construction de camps et de murs, détournent les voies de



passage vers des routes de plus en plus dangereuses sur terre ou

sur mer comme en Méditerranée (40 000 mortEs en 15 ans - 3770

l'année dernière; plus de 4 200 depuis janvier 2016 sans compter les 10 000 à Mayotte et les mortEs dans les déserts). Au nom de la lutte contre les passeurs et au lieu d'ouvrir des voies d'immigration légales et sûres, le feu vert est donné pour mener des opérations armées contre les navires les transportant. Le sort réservé à l'*Aquarius*, bateau qui venait au secours des migrantEs, montre le visage le plus sinistre de l'Europe. Les pays ferment leurs portes et refusent d'accueillir quelques dizaines de survivants. Pendant ce temps, l'UE donne des milliards à des gouvernements de pays comme la Turquie, le Maroc ou la Libye pour engager brutalement des populations qui fuient des guerres, des désastres dont les pays d'Europe sont souvent coresponsables. Il est temps de rompre avec ces politiques mortifères, d'ouvrir les frontières aux personnes qui veulent aujourd'hui rejoindre l'Europe, seul moyen sérieux de mettre fin à l'hécatombe qui se déroule à nos portes. Il faut mettre fin aux accords de Dublin, démanteler Frontex, garantir la libre circulation en Europe, réquisitionner des navires pour venir en aide aux migrantEs en Méditerranée.

Pour une Europe des peuples ouvertes aux peuples du monde!

Fake news et idées reçues sur les migrations internationales

L'extrême droite est coutumière de la manipulation des chiffres des migrations, afin d'accréditer l'idée d'une « invasion » (voire d'un « grand remplacement de civilisation »!) en raison de vagues successives d'arrivée de migrantEs des pays du sud vers les pays du nord. L'ensemble des données officielles et des études géopolitiques nous racontent une tout autre histoire: Au plan mondial, l'écrasante majorité des personnes qui migrent le font à l'intérieur de leur propre pays. Seul un tiers d'entre eux sont des migrantEs internationaux (c'est-à-dire qui quittent leur pays pour un autre). Ceux-là représentent 3% de la population mondiale, pourcentage inchangé depuis 50 ans. Contrairement aux idées reçues, la majorité des migrations ne s'effectuent pas du sud vers le nord: 65% des migrations se font d'un pays dit en voie de développement vers un autre pays en voie de développement, le plus souvent sur le même continent. Concernant les réfugiés, la plupart fuient les violences ou les persécutions dans un pays voisin, en attendant de pouvoir rentrer chez eux: ainsi entre 75% et 93% des réfugiés demeurent dans une région limitrophe ou proche de leur propre pays². Enfin une idée persiste selon laquelle la présence des migrantEs aurait un coût social exorbitant qui contribuerait à l'aggravation de la crise économique. Toutes les études macro-économiques convergent pour conclure du contraire. Une des dernières en date³, concernant les migrantEs en Europe, présente des constats sans appel: « À la suite d'une augmentation des flux de migrants à une date donnée, nous observons que le PIB par habitant va croître de façon significative pendant 4 ans, tandis que le taux de chômage va baisser. C'est le contraire de ce que l'on entend parfois! Cette amélioration de la situation économique va aussi avoir un effet positif sur les finances publiques, car même si l'on observe une hausse des dépenses publiques, les recettes – en impôts et cotisations – augmentent elles aussi. »

1 – Rapport mondial du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement)

2 – HCR (Haut commissariat aux réfugiés de l'ONU)

3 – Hippolyte d'Albis, « Macroeconomic evidence suggest that asylum seekers are not a "burden" for Western European countries » (2018).

MineurEs et jeunes majeurEs isolés: doublement discriminéEs!

Après avoir vécu un exil terrible, les jeunes mineurEs et majeurEs se retrouvent en France abandonnés dans un aéroport, une gare, ballottés de département en département, soupçonnés de mentir sur leur identité. À l'arrivée recommence un parcours du combattant. La loi oblige l'ASE (l'Aide sociale à l'enfance), dépendant des départements, à prendre en charge tout jeune mineur quelle que soit son origine; avec une différence de taille: l'acte de naissance d'un jeune Français n'est jamais contesté!

Quand le jeune est reconnu mineur, il est pris en charge par l'ASE. Mais il y a une discrimination par rapport aux mineurs français, car les mineurEs étrangers sont souvent logés dans des hôtels qui ne sont pas des lieux acceptables, pour des mineurEs et ils sont peu ou mal accompagnés par des éducateurs trop peu nombreux. Leur scolarisation est très mal assurée. Les jeunes attendent des mois avant d'être acceptés dans un établissement. Parfois ils n'arriveront jamais à être scolarisés avant leurs 18 ans. Et à leur majorité, leur prise en charge par l'ASE prend fin.

Les jeunes migrantEs possèdent en général un acte de naissance. De manière systématique, ces actes sont mis en cause et soupçonnés d'être des faux, vieille habitude de l'administration française à l'égard des états civils des pays pauvres. Ou alors les jeunes n'ont pas de document, leur passeport ayant été le plus souvent confisqué par le passeur. Les tribunaux dégagent l'arme lourde et honteuse des tests osseux, dont les scientifiques attestent qu'ils ne peuvent pas établir l'âge d'un individu. Ces tests ayant été contestés devant les tribunaux et les procès souvent gagnés par les jeunes, l'administration recourt depuis ces dernières années à des évaluations. Elles ne sont pas plus fiables, extrêmement subjectives et aboutissent le plus souvent à une non-reconnaissance de minorité, que les jeunes peuvent contester devant le juge. Pendant tout ce temps les mineurEs sont sans ressources, abandonnés, sans logement. Pour ces jeunes mineurEs pas droit à l'hébergement d'urgence réservé aux adultes! Le but de la manœuvre: permettre aux pouvoirs publics de se défaire d'un devoir de protection des mineurEs, pourtant prévu par la loi.

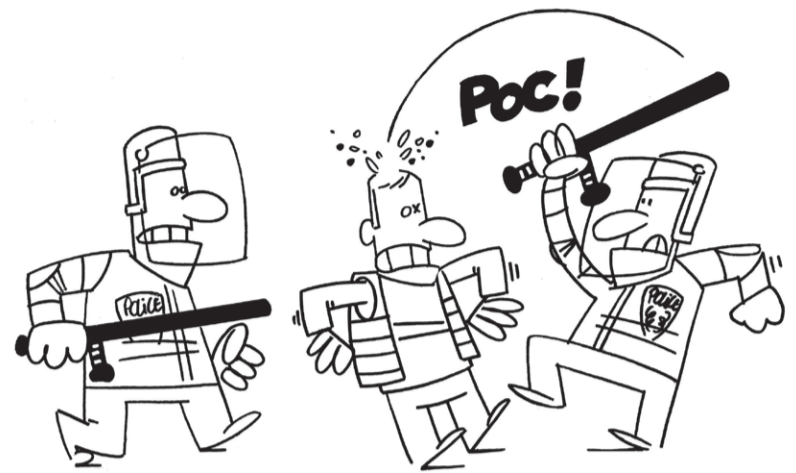
Dans beaucoup de villes, des collectifs de défense des jeunes isolés étrangers rendent visibles les luttes de ces jeunes pour leurs droits: une école, un logement, des papiers.

FRONTEX: UNE FORCE ANTIMIGRANT-E-S

Certains pays de l'UE (comme l'Allemagne ou l'Autriche), en raison du vieillissement de leur population, ont absolument besoin de nouveaux travailleurEs étrangers dans différents secteurs économiques. Mais les capitalistes veulent pouvoir ajuster au mieux les flux migratoires aux métiers et aux qualifications dont ils ont besoin. Pour le reste, c'est en véritables «ennemis» que sont considérés les migrantEs, et l'Europe s'est dotée en 2004 d'une véritable force armée pour empêcher de nouvelles arrivées à ses frontières: l'agence Frontex (pour FRONTières EXtérieures).

Graves violations des droits

Cette agence, dont les pouvoirs ont été renforcés en 2016, a pour mission essentielle de contrôler et d'intercepter les mouvements migratoires aux frontières de l'UE. Elle opère principalement avec des moyens maritimes en Méditerranée, mais travaille également avec de nombreux pays de départ ou de transit, extérieurs à l'Europe, dans le cas d'accords de coopération dont la discussion échappe totalement au Parlement européen. Ses moyens sont ceux d'une véritable force anti-migrantEs, sur le plan matériel (navires de patrouille, hélicoptères, radars, surveillance satellitaire...), mais aussi humains (garde-frontière et garde-côtes).



Ceci n'est pas une violence policière dans un Etat de droit.

CHARMA6

Sur le plan maritime, l'agence a mené de nombreuses opérations, en Méditerranée mais aussi dans l'Atlantique, visant principalement à empêcher l'accès aux frontières de l'UE par le détournement des embarcations, voire leur refoulement vers des ports non européens jugés « sûrs » (prenant ainsi le risque de graves violations des droits pour les personnes interceptées). Comme ces opérations ne peuvent empêcher de nouvelles entrées irrégulières en Europe, il faut comprendre que l'effet des opérations menées par Frontex, c'est surtout de différer les départs,

de rendre les routes plus compliquées et plus dangereuses: cette politique porte donc sa part de responsabilité dans l'augmentation du nombre de mortEs en mer aux frontières de l'Europe.

Rappelons que le droit de quitter son pays est reconnu par le droit international, et que les moyens colossaux mis par l'UE dans l'agence Frontex visent à... empêcher l'exercice de ce droit!

VIOLENCES POLICIÈRES ET RACISME D'ÉTAT

Les quartiers populaires, terrain d'expérimentation

Il existe une violence ciblée, dans les quartiers populaires situés loin des centres urbains ou menacés de disparition au cœur des villes, comme à Marseille. Dans ces lieux de toutes les discriminations sociales, la police joue un rôle tout particulier avec la mise en œuvre du contrôle d'identité ciblé. Un jeune, maghrébin ou noir, entre 16 et 25 ans, a 20 fois plus de risques de se faire contrôler qu'un autre jeune. Le contrôle au faciès ne se limite pas à la seule vérification d'identité mais s'accompagne toujours d'humiliations: fouilles des sacs, des poches, palpations, tutoiement, injures... Et procède toujours d'une démarche à caractère raciste.

L'IGPN a communiqué les chiffres suivants: entre juin 2017 et juin 2018, elle reconnaît officiellement 14 tués (plus d'un par mois!) et 100 blessés lors d'interventions policières, par arrêts cardiaques, chutes ou victimes de tirs. Et reconnaît que les policiers avaient tiré deux fois plus souvent que l'année précédente. Enfin, que la très grande majorité des victimes sont des garçons entre 16 et 30 ans, d'origine immigrée et vivant dans les quartiers populaires. Il y a longtemps que les flashball et les tirs à balles réelles sont utilisés dans ces quartiers, longtemps qu'ils blessent et tuent. Avec une impunité renforcée pour les policiers puisqu'ils bénéficient aujourd'hui légalement des mêmes facilités de

tirs que les militaires et de la présomption de légitime défense systématique!

Les migrantEs, particulièrement menacés de violences

Pour le gouvernement, les migrantEs sont des boucs émissaires idéaux, responsables du chômage et de la détresse qu'une politique au service des plus riches répand dans toute la société. Un danger, contre lequel il faut fermer des frontières, comme celle entre la France et l'Italie depuis 2015. La cour d'appel d'Aix, qui a condamné deux militantEs solidaires, a en outre, de fait, consacré la zone frontalière comme un lieu d'exception juridique dans lequel l'État est intouchable dans ses pratiques (containers à Vintimille, refoulements illégaux, maltraitance des mineurEs, violences policières, décès aux cols frontaliers jamais suivis d'enquête). C'est l'ordre des frontières.

La loi « asile-immigration » de 2018 a encore renforcé le rôle du préfet et des policiers dans ce qu'ils nomment « la gestion des flux migratoires ». La chasse aux migrantEs est ouverte: allongement de la durée de rétention administrative de 45 à 90 jours et raccourcissement des délais pour organiser sa défense, embastillement massif des réfugiéEs y compris des enfants et augmentation du nombre d'OQTF (obligation de quitter le territoire), pour cela les budgets ont été renforcés, et des décisions de bannissement. En 2018, 43 000 adultes et enfants sont passés par les centres de rétention administrative (CRA),



soit 78% de plus que l'année précédente. Le rapport de février 2019 de Adeline Hazan, contrôleur des lieux d'enfermement, est accablant: manque d'unités médicales, policiers sélectionnant les demandes de consultation, aucune prise en compte psychologique des traumatismes subis, les personnes malades sont isolées, enfermées dans des cellules et parfois menottées à leur lit... C'est dans ce contexte que se développent des mouvements de grève de la faim.

Violences de masse

Les violences policières lorsqu'elles ciblent les jeunes raciséEs des quartiers populaires et les migrantEs laissent une grande partie de notre classe indifférente. Pire, ces violences participent à la diffusion d'un racisme, souvent islamophobe autour du « y a pas de fumée sans feu ». Racisme qui va s'étendre

à toutes les autres formes de racismes dont l'antisémitisme et qui va nourrir la montée des parti et groupes fascistes.

Et lorsqu'un mouvement puissant et imprévu comme celui des Gilets jaunes va l'ébranler, le gouvernement n'hésite pas à mobiliser ce qui demeure, lorsqu'il a perdu toute légitimité populaire, sa « bande d'hommes (sur)armés ». C'est à cela que nous assistons aujourd'hui, avec des centaines de manifestantEs blessés, souvent gravement. La violence policière est le bras armé de l'État, pour conduire la lutte des plus riches, d'abord contre les plus exclus et ensuite contre toute notre classe lorsqu'elle se soulève. Et ce gouvernement des riches indique qu'il ne va pas en rester là puisqu'il a récemment commandé 1 738 LBD dont 450 tirant en rafales à une entreprise suisse (Brugger et Thomet). C'est pourquoi exiger la suppression totale et immédiate des armes de guerre est avant tout une mesure de protection vitale, l'exigence de la suppression des munitions de l'autre camp contre nos justes combats.

Le NPA revendique, comme le Défenseur des droits et de nombreuses organisations, la suppression de toutes les armes de guerre: les LBD 40, les GLI F4, les HKG 36 et plus globalement les balles en caoutchouc et les grenades de désencerclement. Ainsi que de toutes les nouvelles créations qui ne vont pas manquer d'apparaître sur le juteux marché des armes. Et se bat pour le désarmement total de la police.

CONTRE LE RACISME D'ÉTAT ET LES VIOLENCES POLICIÈRES

MARCHE
DES
16
SOLIDARITÉS
MARS 2019
PARIS-13H12-MADELEINE

Les revendications de la marche du 16 mars, soutenues par le NPA

- Vérité et Justice pour toutes les victimes de violences policières et du système des frontières
- Interdiction de la clé d'étranglement, du pliage et du plaquage ventral (techniques d'immobilisation mortelles utilisées par la police) et des contrôles au faciès
- Retrait des LBD, des flashball, de tous les types de grenades et du pistolet à impulsion électrique
- Régularisation de tous les sans-papiers et abrogation de la loi asile-immigration
- Liberté de circulation et d'installation et fermeture des centres de rétention
- Abrogation de toutes les lois xénophobes et racistes
- Égalité des droits dans l'accès au logement avec ou sans papiers, l'emploi, la retraite, la formation et la santé
- Droit des résidents des foyers à un logement décent et stable, qu'il soit individuel ou collectif
- Droit à la vie privée, droit d'héberger, droit de maintenir ses pratiques culturelles de solidarité et d'entraide dans les foyers.

SANTÉ 21 mars: vers un printemps des luttes en psychiatrie ?

Après une première mobilisation réussie le 22 janvier dernier¹, les collectifs soignants, syndicats, associations et partis politiques de gauche (dont le NPA), rassemblés autour manifeste « Printemps de la psychiatrie, pour un renouveau des soins psychiques »², appellent à se rassembler à Paris le jeudi 21 mars.

Depuis plus d'un an, des salariéEs de plusieurs hôpitaux psychiatriques ont mené des luttes radicales et déterminées (grève de la faim au CH du Rouvray, les « perchés » de l'hôpital Pierre-Janet au Havre...). Des collectifs de syndiquéEs et non syndiquéEs s'y sont construits devant la non-réponse aux revendications, l'absence de volonté et l'incapacité des directions de fédérations syndicales à soutenir et coordonner efficacement les luttes. Si la fédération Sud santé sociaux appelle, discrètement, à participer à la mobilisation du 21 mars, la fédération CGT choisit l'isolement et organise seule une journée d'action en psychiatrie le 14 mars... Ceci étant, de nombreux syndicats CGT de base ont fait savoir qu'ils seraient présents le 21 mars à Paris.



Dégradation des conditions de travail et de soins

En Normandie, la journée régionale de mobilisation des établissements psychiatriques, qui a eu lieu le 5 mars à l'établissement public de santé mentale (EPSM) de Caen, a été un succès. Collectifs, syndicats CGT, Sud et CFDT ont ainsi créé un comité de liaison et organisent un déplacement à Paris le 21 mars.

L'élaboration collective du soin en équipe pluridisciplinaire, le travail institutionnel disparaissent au profit d'une « fast psychiatrie » permettant de réduire la sacro-sainte « durée moyenne de séjour » à coups de « protocoles » standardisés, de médicaments, de recours à des méthodes de plus en plus sécuritaires et contraignantes. Au-delà de la revendication de plus de moyens, la question du « bien soigner », de la nécessité d'avoir du temps pour penser le soin, pour accueillir la souffrance, pour se former, est primordiale.

Dans ce contexte, la dynamique engagée autour du manifeste « Printemps de la psychiatrie » ne peut que contribuer à la nécessaire convergence des luttes pour une autre psychiatrie.

Transformons la colère en lutte généralisée, pour stopper l'austérité, pour obtenir des vrais moyens budgétaires, pour redonner du sens à notre travail, et soigner dignement les patientEs !

Correspondant

1 - Voir l'Anticapitaliste n°461 du 31 janvier 2019.

2 - <https://printempsdelapsychiatrie.org/>

FORD BLANQUEFORT Trois batailles en une ?

Le plan de fermeture de l'usine a donc été homologué par l'État le lundi 4 mars. Ford peut maintenant faire partir les salariéEs, entre préretraites pour les plus ancienEs et licenciements pour les autres. Mais on ne baisse pas les bras et la bataille continue.

Tout était prêt depuis des semaines : le cabinet de reclassement est installé, avec ses bureaux dans l'usine, prenant les rendez-vous avec les collègues, préparant les dossiers de départ, proposant les diverses solutions (formation, création d'entreprises, emploi), calculant les indemnités de chacunE. De l'autre côté, les Ressources humaines de Ford convoquent les collègues « pré-retraitables », pour savoir qui peut et veut partir en préretraite. Et la Carsat (Caisse d'assurance retraite et de santé au travail) est là aussi, pour aider les collègues à savoir s'ils sont « pré-retraitables », pour calculer les trimestres, le niveau des pensions.

Intox patronales et gouvernementales

Voilà comment on passe d'une catastrophe sociale collective à une somme de cas individuels, à une situation où chacunE en est à calculer et à chercher la meilleure solution pour soi. C'est tout « l'intérêt » d'un PSE, un dispositif qui est en lui-même un outil de division et d'individualisation alors que c'est censé être un dispositif « social » ayant pour fonction officielle de protéger l'ensemble des salariéEs. Il est vrai qu'un PSE de cette taille (872 personnes), élaboré par une multinationale, est d'un niveau supérieur à la plupart des plans de licenciements, surtout dans les petites entreprises, dans lesquels les salariéEs sont virés avec le minimum légal, qui est incroyablement bas.

On voit bien d'ailleurs que certains au gouvernement, repris parfois dans les médias, essaient de diffuser cette idée que le PSE de Ford est un bon PSE, que les salariéEs n'ont pas à se plaindre. Des chiffres farfelus et mensongers ont circulé : 200 000 euros en moyenne par départ.

Une intox qui sert aussi au gouvernement à relativiser non seulement le drame social, mais aussi son propre échec. Voire à faire croire que l'action de l'État aurait finalement été efficace.

Sauf que le PSE homologué le 4 mars est le même, à peu de détails près, depuis le début de la procédure. Sauf que les salariéEs obtiendront, en moyenne, beaucoup moins que la somme « promise ». Certes les dirigeants, les cadres, toucheront entre 200 000 et 500 000 euros (estimations), mais la réalité pour les salariéEs les mieux payés devraient tourner autour de 100 000 euros (voire un peu plus) et pour une

majorité d'entre nous, autour de 50 000-80 000 euros, soit environ 3 années de salaires.

Mobiliser malgré l'enfumage

Vu depuis nos comptes en banque, dès qu'on a plusieurs dizaines de milliers d'euros en une seule fois, cela représente beaucoup. Cela soulage, certes, mais pendant un temps seulement. Car derrière, pour nombre d'entre nous, la perspective ce sont les petits boulots, les galères de la précarité et des bas salaires, comme le subissent déjà des millions de gens.

Dans l'usine comme en dehors, l'objectif est de créer l'illusion qu'une fermeture d'usine et des centaines de licenciements, ce n'est pas si grave, que les salariéEs ont de l'argent pour s'en sortir, qu'il y aura à côté des reclassements, de la revitalisation du territoire. C'est une manière encore de délégitimer et de faire taire toute contestation. Une manière de faire comme si tout était en place pour protéger tout le monde.

En réalité, tout est enfumage. Et c'est dans ce contexte, toujours plus difficile, que la question se pose de trouver, encore et encore, les moyens de s'opposer et de dénoncer. Cela reste l'objectif de l'équipe syndicale, du noyau qui aimerait bien encore poser problème à Ford. Il se trouve qu'il y a énormément de motivation pour agir. Tout est

FORD DOIT RENDRE L'ARGENT!



CHARMAG

si scandaleux que la bataille reste d'actualité.

Nous allons essayer de mobiliser les collègues pour des actions collectives. Nous pensons lutter sur 3 terrains. D'abord rapidement à l'occasion des négociations annuelles obligatoires (NAO), nous allons proposer une bataille pour obtenir une prime exceptionnelle. En même temps, nous nous lançons dans une bataille judiciaire, en attaquant Ford pour absence de motif économique dans la fermeture de l'usine et la suppression de tous les emplois.

Enfin, nous allons toujours tenter de bousculer les pouvoirs publics (État et collectivités territoriales) pour discuter d'une réimplantation d'activité sur l'usine dans les mois qui viennent, histoire d'empêcher qu'elle devienne une friche, et de sauver quelques centaines d'emplois. Même si jusqu'à présent nous n'avons pas réussi à faire intervenir les pouvoirs publics efficacement, la solution reste une récupération de l'usine et des machines par l'État, une forme de réquisition, pour rendre crédible la perspective de réindustrialisation du site.

Nécessaire convergence des résistances

Autant de batailles que nous allons mener avec nos moyens. Conscients qu'un problème politique est clairement posé : de nombreuses usines

sont en train de fermer, et d'autres sont menacées de l'être. Ascovall, les Fonderies du Poitou, Arjowiggins sont les plus emblématiques du moment. Pourquoi, du côté des confédérations syndicales, n'y a-t-il aucune tentative de construire une riposte commune contre les licenciements partout ? Ni réunion, ni rencontre, ni action. Une passivité qui nous coûte très cher.

C'est pourtant cette coordination et convergences des résistances, ce tous ensemble qui peut changer la donne en modifiant le rapport de forces. Les équipes syndicales, les salariéEs qui se battent, chacun dans leur coin, ont besoin d'agir en commun.

La lutte contre les licenciements et les suppressions d'emplois, ce n'est pas seulement un bras de fer entre les salariéEs d'une usine et leur patron, c'est bien un problème politique, qui concerne tout le monde, du privé comme du public, et toutes les populations, par le biais des emplois induits. L'issue est bien dans un mouvement large, contagieux, touTEs ensemble. Forcément, les organisations militantes syndicales, politiques, associatives, ont un rôle à jouer pour aider dans la construction d'une telle mobilisation. Cela serait un point d'appui important dans une situation marquée par le mouvement de colère des Gilets jaunes.

Philippe Poutou

La « réforme » des retraites à nos risques et périls

Le gouvernement annonce plusieurs « pistes » concernant la transformation du système de retraites, qu'il voudrait « universel et par points », mais il ne dévoile pas les conséquences concrètes des mesures qu'il prétend imposer. Elles ont toutes pour objectif de diminuer le coût des retraites.

Jean-Paul Delevoye, chargé du dossier par Macron, a annoncé que la revalorisation des retraites pourrait tenir compte de l'indice des salaires et non plus de l'inflation. C'était une revendication syndicale, car les salaires progressent plus que les prix. Mais c'est devenu un leurre, car cette mesure pourrait

être limitée par un coefficient minorant l'augmentation afin d'en limiter le coût.

Le mauvais exemple des complémentaires

L'AGIRC-ARRCO, le régime complémentaire des salariéEs du privé, est un système par points. Les cotisations versées

permettent d'acquérir des points dont la valeur est déterminée par un prix d'achat. Lors de la liquidation de la retraite, son montant dépend du prix de vente du point.

Suite à un accord signé par la CGC, la CFTC et la CFDT avec le Medef en octobre 2015, le prix d'achat des cotisations tient compte de l'indice de salaires. Il a ainsi augmenté, et les assuréEs sociaux reçoivent donc moins de points. Par contre, l'augmentation de pensions est calculée selon l'indice des prix à la consommation moins un point. Entre 2015 et 2017, l'inflation ayant été inférieure à 1%, il n'y a eu aucune augmentation. En 2018, l'inflation a été de 1,6%, et les pensions ont donc été revalorisées seulement de 0,6%. De plus, les revalorisations ont été reportées de janvier à octobre. Il est probable que la

réforme du gouvernement s'inspire de ce système.

Rogner sa pension ou repousser l'âge de départ en retraite

À l'instar de l'accord AGIRC-ARRCO, le montant des retraites pourrait être majoré si le ou la salarié repousse l'âge de départ, et minoré en cas de départ à 62 ans, l'âge légal actuel. C'est une incitation à partir plus tard et une quasi obligation pour ceux et celles qui ont déjà de faibles revenus. À cet âge, la moitié des personnes n'ont plus d'activité salariale. On ne sait rien de concret concernant les dispositifs de solidarité qui seraient maintenus pour les chômeurEs, les malades et invalides, les périodes de congés maternité, les familles de plus de trois enfants, les veufs et les veuves (les pensions de réversion), les plus pauvres (le minimum vieillesse).

D'autres mesures sont envisagées afin de « contenir les dépenses ». Delevoye a indiqué que le montant des retraites pourrait évoluer en fonction de l'espérance de vie de la génération qui part à la retraite. Ces derniers jours, il a en outre indiqué que les régimes spéciaux (Fonction publique, SNCF, RATP, EDF...) seraient maintenus. Mais il affirme vouloir « accélérer les convergences [avec le régime général] quand c'est possible », c'est-à-dire supprimer les avantages acquis de catégories professionnelles. Le contenu précis de la réforme devrait être dévoilé d'ici trois mois. Le vote de la loi est officiellement annoncé après la période des grandes vacances. Mais le gouvernement ne pourrait-il pas être tenté de passer en force en juillet par la voie des ordonnances ? Il faut s'y préparer.

S. Bernard

SAINT-DENIS

Grève reconductible au Centre technique

À l'origine du conflit, la suppression par la municipalité, à majorité communiste, de la prime panier, mais aussi la journée continue lorsque les chauffeurs sont en accompagnement des enfants en sortie à la journée, ainsi que le paiement des heures supplémentaires (jusqu'à 25 heures par mois lorsqu'elles sont effectuées, au-delà, elles sont récupérées par les agents).

En plus de remettre en cause leurs conditions de travail et leur pouvoir d'achat, la municipalité emploie des méthodes dignes d'un patronat de choc : directeur de service humiliant et agressant le personnel, menaces, par courrier, à l'encontre du délégué syndical, de poursuites judiciaires, de 45000 euros d'amendes et de 3 ans de prison, envoi de la police municipale contre les grévistes, etc.

Détermination et courage des grévistes

Ce service, qui a compté jusqu'à 54 chauffeurs est aujourd'hui réduit à 8 chauffeurs. La privatisation y est à l'œuvre au mépris des missions de service public. Les salariés sont des agents de catégorie C, avec des bas salaires, en moyenne 1400 euros par mois.

Depuis le 23 janvier 2019, soit plus de 45 jours, les chauffeurs de car de la mairie de Saint-Denis sont en grève reconductible, obligés de bloquer le Centre technique municipal pour se faire entendre. Deux d'entre eux ont entamé une grève de la faim le 1^{er} mars.



NPA

La municipalité applique à la lettre la politique d'austérité dictée par le gouvernement Macron et la Cour des comptes. Elle parle de privilèges individuels pour les dénigrer auprès des autres personnels, relayée en cela par la section CGT des territoriaux de Saint-Denis, méthodes d'une époque qu'on espérait révolue ! Cette politique de division des salariéEs est indigne et contre-productive venant d'une municipalité qui prétend

vouloir combattre les politiques d'austérité de l'État et dont le maire, M. Russier, prétend dans les médias soutenir le mouvement des Gilets jaunes.

La mairie et son administration assurent les autres services et agentEs que la suppression d'acquis sociaux ne les concerne pas. Toutefois, si elle arrive à revenir, d'une façon si grossière, sur les acquis d'une catégorie d'agentEs, nul doute qu'elle poursuivra sa

politique d'austérité dans d'autres services. Elle a déjà commencé à le faire dans des centres de santé, les centres de loisirs...

Malgré la dureté et la longueur du conflit, les grévistes résistent. Ils tiennent jour et nuit un piquet de grève depuis le mois de février. Ils sont animés par la volonté d'en découdre : une question de pouvoir d'achat, de conditions de travail, et aussi de dignité.

Ils sont soutenus par une inter-syndicale FO, SUD, CFTD, FSU, et par une partie des militantEs de la ville, effarés par l'attitude de la municipalité sur « un territoire populaire et combatif ». Plusieurs élus de la majorité, sept élus REVE-Insoumis, un élu PC Front de Gauche, un élu Europe-Écologie-les Verts se sont prononcés en faveur des revendications des grévistes et « pour une sortie rapide d'un conflit ».

Face à l'intransigeance, la violence et le mépris de la municipalité, notre soutien doit être à la hauteur de la détermination et du courage des grévistes.

Correspondantes

POSTE 92 La grève, ça transforme ! Maintenant, il faut gagner !

Le mardi 26 mars sera un jour particulier pour les postières et les postiers de 92 : un an de grève reconductible...

Cent cinquante travailleuses et travailleurs avec des payes à zéro euro, des vigiles, des flics, des huisiers en guise d'interlocuteurs. Mais aussi un an de camaraderie, de solidarité, de joie et d'adrénaline, un an à se débarrasser des chaînes de l'exploitation. Pour tenir, il leur a fallu avant tout une détermination énorme, que seule une grève active et un cadre d'AG quotidien ont pu construire, entretenir, permettant de pousser toujours plus loin, jour après jour,

leur volonté de gagner. Le soutien extérieur reste un élément essentiel pour populariser cette formidable grève et faire un travail de fourni exemplaire pour alimenter la caisse de grève car, comme le disent les grévistes : « Une grève sans caisse de grève c'est comme du camping sans tente, c'est possible mais c'est plus risqué ! »

Rien n'est encore gagné

Il aura donc fallu attendre près d'un an pour que la direction de La Poste, probablement sous l'impulsion du ministre de l'Économie et des Finances Bruno Le Maire, ministre de tutelle de La Poste, agacé que les grévistes s'installent tous les quatre matins à sa table et l'interpellent comme au Salon de l'Agriculture ou encore lors de son passage à Europe 1 où une

délégation de postières et postiers lui scandaient de l'extérieur : « Le Maire à quoi tu sers ? ! » Il a donc certainement agité le cocotier et demandé des comptes à la direction départementale de La Poste du 92 et, d'un seul coup, la porte des négociations s'est ouverte. À tel point qu'en 10 jours, ce sont des heures et des heures d'audience qui se sont déroulées, pour tenter d'aboutir enfin à un protocole de fin de conflit. L'enjeu pour les grévistes, c'est un report significatif des réorganisations. Pour l'instant, La Poste ne propose pas de reports qui concernent l'ensemble des grévistes. De plus, la proposition serait un report de seulement un an.

La Poste a enfin reconnu à demi-mots qu'elle avait exercé une violence totale avec des payes à zéro

euro ; elle a reconnu qu'il était illégal de s'attaquer au complément familial et qu'elle a obligation de rembourser de manière rétroactive les sommes volées aux familles ; mais elle ne lâche pas l'affaire sur le paiement par les grévistes des dimanches, des jours fériés et des RTT, et refuse d'écrire dans le protocole qu'il n'y aura pas de poursuites disciplinaires.

Mais la direction doit comprendre qu'il n'est pas possible de penser qu'il y aura reprise du travail sans un report significatif de toutes les réorganisations. Les grévistes ont fait des propositions écrites, sérieuses, et La Poste ne peut plus à ce jour contester leur légitimité dans le département et la crédibilité de leurs critiques sur la charge de travail et la non-justification de la suppression des tournées. Mais rien n'est encore gagné et la solidarité financière et politique reste absolument déterminantes pour tenir ce cycle de négociations et permettre la victoire des postières et des postiers du 92 !

Correspondante

FISCALITÉ GAFA : un emplâtre sur une jambe de bois

Les géants du numérique (les fameux GAFA : Google, Apple, Facebook, Amazon) utilisent toutes les ficelles possibles pour payer toujours moins d'impôt.

Une activité exercée dans un premier pays (la France, par exemple) est ainsi facturée dans un deuxième pays (souvent les Pays-Bas) avant d'aller vers un troisième (l'Irlande) puis de prendre le large... Ces entreprises jouent avec les écarts de fiscalité entre États et parfois même négocient des avantages particuliers (le Luxembourg, l'Irlande sont particulièrement généreux en la matière).



Action d'Attac contre Apple. DR

Aucune volonté de s'attaquer aux multinationales

L'Union européenne s'est montrée incapable de définir une quelconque position commune, même sur une taxe à minima. Le gouvernement français dégage donc sa propre taxe qui frappera le chiffre d'affaires des activités de publicité en ligne, de mise en relation et d'exploitation des données personnelles. Elle sera limitée aux grandes entreprises (30) et, après des tergiversations, elle aura un taux unique : 3% (l'idée d'un taux de 5% sur les plus grandes de ces entreprises a été abandonnée).

Bruno Le Maire a déclaré que le taux de l'impôt payé par les multinationales du numérique était inférieur de 14 points à celui payé par les PME. On voit bien que la taxe sera loin de compenser l'écart. Quant à ce qu'elle rapportera, le ministre avait annoncé 500 millions d'euros en 2019 et, finalement, ce devrait être 400. À titre de comparaison, en 2016, la Commission avait estimé qu'Apple avait bénéficié d'une baisse illégale de son taux d'imposition en Irlande de 13 milliards d'euros sur dix ans. Et cette somme ne concernait que les avantages fiscaux accordés indûment par Dublin à Apple, par rapport à un taux irlandais déjà inférieur de 20 points, par exemple, au taux français. Après s'être acquittées de leur obole, les grandes entreprises du numérique vont pouvoir tranquillement continuer à optimiser. Elles seront tranquilles et le gouvernement français dira qu'il a agi et que cela prouve qu'il n'est pas le « gouvernement des riches et des grandes entreprises ». Il n'y a en fait, tant au niveau français qu'europeen, aucune volonté de s'attaquer aux multinationales et de leur imposer la transparence sur leurs activités et les circuits financiers qu'elles utilisent... et, en France, de nouveaux cadeaux aux entreprises sont en préparation.

Henri Wilno

IL FAUT PAS POLISSER MÊME DANS LES ORTIÈS

TU EN PROFITERAS POUR EN RAMASSER POUR TA SOUPE!

POG!



CHARMAG



l'Anticapitaliste
l'hebdo, la Revue
chez vous
Abonnez-vous!

(voir coupon page 12)



Les comités en action!

Nantes Réunion publique du NPA sur l'ouverture des frontières. Nous étions 80 à la salle de la médiathèque de Nantes, jeudi 7 mars, pour faire le point sur la question de la liberté de circulation et d'installation. En introduction, un camarade sans-papier a présenté les luttes passées et en cours en soulignant la centralité de leur statut de travailleurs, leur contribution à un combat plus global à l'extension de nouveaux droits. Notre



@VALK

camarade Julien Salingue a ensuite développé, dans une grande partie de sa présentation, un argumentaire militant pour déconstruire les discours de l'extrême droite, bien entendu, mais aussi de la gauche, en particulier celui de La France insoumise.

L'initiative a été une petite réussite, réunissant des jeunes (du lycée à la fac), une quinzaine de migrants, les militants politiques et une part du tissu associatif impliqué dans la défense quotidienne des migrantEs. Les témoignages vivants des aberrations administratives et de la répression quotidienne ont permis d'incarner la discussion, tout en posant les vrais défis, les questions difficiles. En effet faire sortir les collectifs débordés en posant une perspective politique œuvrant à la constitution d'un rapport de force, semble pour les acteurs hors de portée pour l'instant.

Pourtant c'est cette articulation qui sera décisive à la reconstruction d'une conscience de classe. La réunion en fut une étape, souhaitons-nous, qui offre d'intéressantes pistes pour l'avenir.

De l'argent, y en a pas, dans les caisses du NPA!

Récolter l'argent nécessaire pour mener nos campagnes, pour financer nos activités et interventions, reste un souci permanent. Car pour le NPA, pas de subventions publiques, pas de dividendes, pas de cagnotte cachée... Juste le soutien financier de ses militantEs, sympathisantEs, proches, de toutes celles et ceux qui apprécient ses idées ou pensent que notre voix mérite de se faire entendre.

Comment ça rentre?

Le NPA n'a que deux sources de financement : les cotisations versées par ses membres, et les dons faits dans le cadre de nos souscriptions versés par ses sympathisantEs... et par certainEs de ses membres. N'ayant pas récolté plus de 1% des suffrages dans 50 circonscriptions lors des dernières législatives en 2017, soit le ticket d'entrée pour commencer à toucher l'aide de l'État, le NPA ne reçoit pas un centime d'argent public. Le NPA est donc dans une situation de totale indépendance, politique et financière. Mais, si l'on ose dire, celle-ci a un coût.

Le NPA n'a jamais voulu construire son budget courant à partir de l'aide publique touchée par le passé (jusqu'en 2012), pour justement préserver son indépendance structurelle vis-à-vis de l'État. Mais celle-ci lui permettait tout de même d'avoir une trésorerie à flot et d'assurer une certaine présence électorale. La philosophie était donc globalement la suivante : l'argent des militantEs et sympathisantEs allait au budget courant, l'argent de l'État « revenait » à l'État dans le cadre des différentes campagnes électorales.



Ce n'est donc plus la situation financière du NPA depuis plusieurs années. Pour assurer l'ensemble des dépenses et donc boucler son budget courant, le NPA a aujourd'hui besoin de mener une souscription annuelle autour de 250 000 euros, mais cela ne dégage aucune trésorerie supplémentaire, en particulier pour assurer notre présence dans les urnes. En clair,

les sous sortent au compte-gouttes, au fur et à mesure qu'ils entrent...

Pourquoi ça sort?

Pour fonctionner, notre parti doit imprimer un journal hebdomadaire et une revue mensuelle, des tracts, des affiches, des autocollants, et des brochures. Il doit aussi en payer le transport et la diffusion. Des fournitures, des consommables et

Souscription

du petit matériel sont nécessaires pour « faire tourner la boutique ». De plus, si la quasi-totalité des tâches sont prises en charge bénévolement, et ce à tous les niveaux, il doit malgré tout rémunérer quelques permanentEs (quasiment tous à temps partiel) indispensables au niveau central. Nos modestes locaux (à Paris et Montreuil, ainsi que dans quelques villes de région) doivent être assurés, entretenus et leurs charges payées. Des salles et du matériel de sonorisation doivent être loués pour nos meetings. Notre présence à des échéances militantes, comme par exemple chaque année la fête de l'Humanité, ont aussi un coût certain (location de l'emplacement et du stand). L'organisation de notre université d'été, malgré la participation financière de celles et ceux qui viennent à Port-Leucate fin août, est déficitaire. Poste de plus en plus coûteux, les déplacements des militantEs pour les réunions internes, comme ceux de nos porte-parole pour la tenue de réunions publiques ou la participation à différentes manifestations, doivent être remboursés. Et pourtant, tout le monde voyage en classe éco et les frais de bouche n'existent pas! Répétons-le : si toutes ces dépenses courantes sont aujourd'hui couvertes, tout se joue sur le fil, tout est calculé au minimum, avec une capacité d'épargne quasi nulle. Chacun de vos euros est donc précieux pour couvrir ce budget minimal. Comme chaque année, notre souscription n'est pas un bonus mais un moyen indispensable pour boucler notre budget. Alors versez et faites verser à la souscription!

SOUSCRIPTION DU NPA
<https://souscription.npa2009.org/>

Réunions publiques

l'Anticapitaliste la revue

Le n°103 toujours disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

NPA RÉUNION PUBLIQUE
npa2009.org

EN PRÉSENCE DE **PHILIPPE POUTOU**

Samedi 16 mars à 18h30
Centre Social Les Pléiades
20 avenue de Bure, 05000 Gap

NOS LUTTES CONTRE LA MACRONNERIE!

Réunion Publique
Mercredi 27 mars à 20 h
Mairie Annexe St Sever
Rouen (Centre Commercial et Métro St Sever)

Le peuple algérien est en mouvement...
Comment pourrions-nous contribuer à la réussite de ce moment historique ?

Avec le témoignage d'un militant ayant participé aux manifestations en Algérie

Venez en débattre avec les militantEs du NPA!

correspondance@npa76.org
<https://www.facebook.com/npa.rouen.agglo/>

NPA MEETING

JEUDI 28 MARS 2019 / 20H

GRÈVE, BLOCAGES,

MACRON DÉGAGE!

AVEC OLIVIER BESANCENOT, CHRISTINE POUPIN ET DES PARTICIPANT-E-S AUX LUTTES ACTUELLES

À LA BELLEVILLOISE 19-21 RUE BOYER, PARIS 20^e M^e GAMBETTA (LIGNE 3) OU MÉNILMONTANT (LIGNE 2)

NOTRE PLANÈTE, NOS VIES, LA VIE,

VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS!

RÉUNION PUBLIQUE

AVEC **CHRISTINE POUPIN**
Porte-parole du NPA

Lundi 1er avril à 19h
Beauvais,
Espace Pré Martinet

NOS COMBATS, NOS LUTTES, ON LÂCHE RIEN!

NPA CORRÈZE npa2009.org

RÉUNION - DÉBAT
EN PRÉSENCE DE **PHILIPPE POUTOU**

Vendredi 5 avril à 19 h
Tulle, salle Latreille

19h00 - 20h30
Tables de presse partis invités
Buffet de produits locaux
Témoignages de luttes

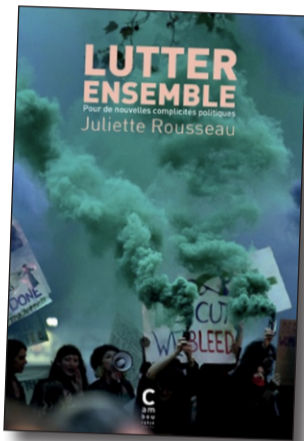
La Brèche

Lutter ensemble, de Juliette Rousseau

Éditions Cambourakis, 428 pages, 22 euros.

Juliette Rousseau sera présente le mercredi 20 mars à la librairie La Brèche (Paris 12^e) pour présenter son livre «Lutter ensemble». La soirée sera co-animée par notre camarade Christine Poupin, porte-parole du NPA.

De la ZAD à la Palestine, de la marche pour le climat de New York aux camps de réfugiés de La Chapelle, Juliette Rousseau part à la rencontre de collectifs féministes, antiracistes, LGBT, de justice climatique, etc., qui interrogent les différents rapports de domination liés à la classe, au genre, à la race ou encore à la condition physique et mentale, à l'œuvre dans la société mais aussi dans les espaces militants. À partir de nombreux entretiens, ce livre invite à explorer les nouvelles formes d'organisation et de solidarité politique qui se nouent entre les personnes concernées par une même oppression et leurs alliés ou complices. (Présentation éditeur)



Rendez-vous le mercredi 20 mars, 18 h à la librairie La Brèche, 27, rue Taine (métro Daumesnil).

Essai

L'extraordinaire destin de Milda Bulle, une pasionaria rouge, de Christian Bromberger

Creaphis éditions, 127 pages, 12 euros.

Le titre de l'ouvrage (qui n'est peut-être pas de la responsabilité de l'auteur) est idiot : Milda Bulle, combattante et militante de la révolution russe, n'a rien à voir avec Dolorès Ibaruri, la Pasionaria espagnole. Elle fait partie de ces femmes amenées à rejoindre l'Armée rouge : comme Larissa Reissner, qui fut qualifiée de « Diane guerrière », elle participa directement à des combats. Par ailleurs, l'auteur, Christian Bromberger, n'est pas un spécialiste de la révolution russe d'où parfois des commentaires approximatifs.

Responsabilités militaires

Mais, néanmoins, il était intéressant de donner à lire au public français une biographie de Milda, actrice de second plan de l'ébranlement révolutionnaire. Cela n'a pas été sans mal : Christian Bromberger a dû se fonder sur des documents officiels soviétiques et des questionnaires remplis par Milda Bulle lors de différentes étapes de sa carrière au sein du parti et de l'État soviétiques.

Elle naît en 1892 en Lettonie, alors sous domination russe, et rejoint en 1914 Saint-Petersbourg où elle s'immerge, avec son premier mari (Janis Bulle), dans la vie culturelle



et politique. Ils migrent ensuite vers le Caucase où ils commencent à militer dans les rangs révolutionnaires et, en février 1918, Milda adhère au Parti bolchevique. Elle commence à avoir des responsabilités militaires, remobilise des soldats qui veulent battre en retraite face aux Blancs, et progresse en grades et responsabilités tout en se battant directement. Le plus haut responsable soviétique de la région (Kirov, qui sera assassiné en 1934) la convoque et se demande si c'est bien le rôle des femmes de

participer à des attaques à cheval. Plus tard, en 1922, lorsqu'elle candidatera et sera admise, ainsi que son nouveau mari, Batirbek Aboukov, à l'Académie de l'état-major de l'Armée rouge, il faudra adapter pour elle le texte du serment car il n'était pas prévu pour une femme ; elle en sortira avec un grade intermédiaire entre colonel et général de brigade.

Figure exceptionnelle par son destin

Auparavant, elle a participé, en 1920-1921, à l'aventure de la création d'une république soviétique au Gilân, dans le nord de l'Iran, fondée sur le rapprochement entre une rébellion anti-impérialiste à base surtout paysanne, un Parti communiste d'Iran extrêmement faible et des envoyés soviétiques à tendances dominatrices. Il y aurait beaucoup à dire sur cet épisode (son évocation est un des intérêts du livre de Bromberger qui connaît bien l'Iran), mais cela dépasserait le cadre de cet article. Au surplus, le rôle de Bulle et Aboukov ne paraît pas y avoir été spécialement glorieux.

Les deux époux reviennent en Russie et vont y exercer, outre leur passage à l'Académie militaire,

en divers secteurs et endroits (et finalement en 1933 dans la république autonome de Bachkirie), des responsabilités très hétérogènes. Dans ses activités de propagandiste, Milda écrit plus particulièrement sur la situation des femmes et prône la nécessité d'organisations spécifiquement féminines pour la défense de leurs droits, question qui fait débat dans les partis communistes. Sur tous les autres points, elle ne s'écarte en rien de la ligne du parti dont Staline a pris le contrôle et dénonce avec vigueur les trotskistes comme contre-révolutionnaires. La surprise de Milda n'en est que plus totale quand, en juin 1937, elle est rétrogradée puis, en octobre, exclue du parti et arrêtée malgré une lettre envoyée à Staline. On l'accuse de liens avec les trotskistes et boukhariniens et de turpitudes diverses (d'orgies à la complaisance pour le « nationalisme » bachkir). Elle reconnaît rapidement sa « culpabilité » et donne des noms aux enquêteurs ; elle n'en est pas moins condamnée à mort en juin 1938 (à l'énoncé de sa condamnation, elle se rétracte sur ses aveux). Elle est fusillée (avec Aboukov, accusé à peu près des mêmes « crimes ») le 13 juillet 1938. Malgré ses limites, le livre de Bromberger a le mérite de revenir sur une figure exceptionnelle par son destin, une de ces figures qui se révèlent dans les périodes de révolution et qui, parfois, sont ballottées par l'histoire.

Henri Wilno

Essai

Féminisme pour les 99%, un manifeste, de Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya et Nancy Fraser

Éditions la Découverte, 128 pages, 12 euros.

Ce début de printemps 2019 est rythmé par les parutions féministes, signe supplémentaire, s'il en fallait un, du développement en cours d'une quatrième vague du féminisme, entre un *Féminisme décolonial* de Françoise Vergès le 15 février, *Féminisme pour les 99%*, un manifeste de Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya et Nancy Fraser pour le 8 mars, et le *Capitalisme patriarcal* de Silvia Federici le 19 avril.

Deux camps

Dans *Féminisme pour les 99%*, un manifeste, trois des animatrices de la grève féministe pour le 8 mars depuis 2017 aux États-Unis, Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya et Nancy Fraser, proposent un manifeste pour cette nouvelle vague naissante dans la lignée du *Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels en 1848. Elles dessinent deux camps : d'un côté le féminisme libéral, particulièrement fort aux États-Unis, qui veut « une égalité des chances de dominer » (p. 13), un féminisme de classe et de race, qui n'a de cesse de se faire passer pour le féminisme dans son entier, alors qu'il incarne le féminisme des 1%, et qu'il sert en réalité d'« alibi parfait pour le néolibéralisme » (p. 27). De l'autre côté, ce qu'elles appellent un « féminisme des 99% », un féminisme de la majorité de la population, exploitée et opprimée. La quatrième vague du féminisme est à la « croisée des

chemins » (p. 11). Ce manifeste a pour but de la guider du bon côté. Comment définir le féminisme des 99% et sa stratégie ? Il souhaite, à l'image du mouvement féministe, mettre en son centre l'arme de la grève féministe et internationaliste, qui montre non seulement notre force collective, mais permet de visibiliser la base de l'oppression des femmes et des minorités de genre, qui effectuent à la fois le travail productif et le travail reproductif, c'est-à-dire l'ensemble des tâches de production et de reproduction de la vie, et donc des travailleurs. Ce travail reproductif, pourtant essentiel au maintien du système capitaliste, tout comme le travail productif, est à l'heure actuelle invisibilisé, effectué gratuitement ou mal rémunéré, voire privatisé pour permettre la réalisation d'un maximum de profit.

Établir la primauté de la vie sur le profit

Au contraire, pour les auteures, il s'agit « d'établir la primauté de la vie sur le profit » (p. 108). Elles mettent ainsi au centre de leurs revendications la lutte contre les violences et la libération de la sexualité. Point décisif dans le contexte actuel, elles définissent un féminisme qui est résolument antiraciste et anti-impérialiste. Parce que le système dans lequel nous vivons est tout à la fois capitaliste, raciste, sexiste et destructeur de la planète, le féminisme des 99% se doit d'être anticapitaliste, antiraciste,



internationaliste, et écologiste. Car la crise dans laquelle nous sommes entrés depuis 2007-2008 n'est pas seulement une crise économique, elle est également une crise écologique, politique et de la reproduction sociale. Le féminisme des 99% doit tenir tous ces éléments ensemble. Pour cela, il appelle tous les mouvements sociaux à converger ensemble dans une lutte anticapitaliste commune. Nous souscrivons pleinement à ce programme, et nous pensons que la quatrième vague du féminisme en France devra s'en inspirer, mais nous regretterons simplement qu'à aucun moment le terme de « révolution » ne soit utilisé, alors que c'est clairement ce à quoi elles appellent. Ce manifeste s'adressant

le plus largement possible, de façon claire et dialoguante, ce qui est son grand atout, les auteures ont dû estimé que le terme effrayerait, ce qui les a conduites à utiliser des périphrases comme « *insurrection anticapitaliste commune* » (p. 86). Nous estimons qu'à l'image du retour de la grève, les moments de fortes mobilisations internationales sont précisément des moments de retour de l'actualité de la révolution, tant en terme de probabilité que d'audibilité. Il est temps d'appeler la révolution la révolution.

Aurore Lancereau

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie
 ★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
 Tél. : 01 49 28 52 44
 Fax : 01 49 28 52 43
 www.la-breche.com
 contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
 Lundi : 14 h - 20 h,
 mardi au samedi :
 12 h - 20 h

Essai

Les nationalistes à l'assaut de l'Europe, sous la direction de Dominique Vidal

Demopolis, 280 pages, 21 euros, sortie le 28 mars.

Dans cet ouvrage coordonné par Dominique Vidal, on trouvera 20 auteurEs et autant de contributions consacrées, comme le titre de livre l'indique, au développement des courants nationalistes en Europe.

Un étrange voyage à travers l'Europe

Chaque contribution est consacrée à un (parfois deux) pays, ce qui permet aux lecteurEs d'effectuer un étrange voyage à travers l'Europe, et de constater qu'au-delà des singularités nationales, des phénomènes similaires se produisent au sein du « vieux continent », du nord au sud et d'est en ouest. Allemagne, Belgique, Danemark, France, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Pologne, Suède... À de rares exceptions près, aucun pays ne semble aujourd'hui échapper au développement de courants nationalistes, voire fascisants, au sein d'une UE en crise (économique, politique, sociale...) qui ne semble pas près d'en finir. À deux mois des élections européennes, la perspective, sinon d'une victoire, mais au moins d'un spectaculaire progrès des forces nationalistes et d'extrême droite, a de quoi inquiéter, comme le rappelle Dominique Vidal dans son introduction, celles et ceux « qui savent ce qu'elle pourrait signifier en matière de régression sociale, de dérive autoritaire, d'étouffement culturel et de tension internationale ». On lira donc avec intérêt cet ouvrage qui fonctionne presque comme un manuel, et qui pallie le manque d'enquêtes fournies dans les médias dominants. Certains points mériteraient discussion, de l'usage du concept de « populisme », qui souvent obscurcit davantage qu'il n'éclaire les analyses, à un optimisme palpable quant à la possibilité de réformer et/ou transformer une Union européenne construite et organisée par et pour les bourgeoisies, mais la lecture de ce livre n'en est pas moins recommandée.

J.S.

« Des millions d'Algériens sont mobilisés, sont dans la rue. Tous les secteurs, sans exception, sont touchés. »

Entretien. **LT** est militant du PST à Bejaïa. Il fait le point avec nous, après la mobilisation du 8 mars, la décision du pouvoir d'avancer les vacances universitaires et le début de grève de masse dans le pays. Les propos ont été recueillis dimanche 10 mars, c'est-à-dire la veille de l'annonce de la « non-candidature » de Bouteflika à un 5^e mandat... et de son maintien au pouvoir. Les dynamiques décrites dans l'entretien donnent à voir la profondeur de la mobilisation, qui expliquent en grande partie ce premier vrai-faux recul du pouvoir, et qui indiquent en outre que le processus en cours est loin d'être achevé malgré les annonces du 11 mars.

Où en est la mobilisation ?

La grève générale est un fait. Tous les secteurs sont touchés, la Sonatrach est en grève : dans les raffineries du sud, à Bejaïa, à la direction à Alger, dans la filiale Naftal, même s'il est difficile de savoir à quel niveau précis. Les établissements publics sont fermés, les secteurs industriels privés sont touchés eux aussi. À Bejaïa, le port et la zone industrielle, à Akbou la zone industrielle et les établissements publics sont fermés. Pas mal d'universités sont occupées à la suite de la décision du ministre de fermer les universités avant l'heure.

Le mouvement est donc spontané ?

Les travailleurs, les enseignants, les étudiants, ont appelé à désobéir à la décision du ministre, à rester dans les universités et à les occuper. À Alger, à Tizi Ouzou, à Bejaïa, le mouvement est très fort. Il s'agit de décrédibiliser la décision du ministre, d'empêcher qu'elle s'applique. Tous les établissements scolaires sont en grève : écoles, lycées, universités. Il y a aussi les établissements publics, comme les impôts, qui sont en grève. Tout est bloqué.

Et au-delà de la fonction publique ?

C'est l'effet boule de neige qui a provoqué la grève et qui entraîne tout le monde. À Cevital, la direction est en conflit avec l'État et cherche à surfer sur la vague populaire. Elle a laissé faire les travailleurs... mais de toute façon, elle n'aurait pas pu les empêcher.

Il y a pas mal de sections syndicales qui remettent en cause la décision de la direction de l'UGTA [Union générale des travailleurs algériens] de soutenir le pouvoir. Ils ont rejoint le mouvement avec des appels concrets. Actuellement, les bastions industriels, les bastions combattifs sont en rassemblement ce dimanche.



La section syndicale de l'Eniem, l'usine d'électroménager de Tizi Ouzou, s'est désolidarisée de la direction de l'UGTA. Il y a aussi la déclaration de la section locale du secteur industriel de Rouiba. Il y en a un certain nombre d'autres qui ont pris cette décision. Avec la grève d'aujourd'hui, la direction de la centrale syndicale n'a plus le contrôle sur sa base militante, sur la base des travailleurs. On espère que cela conduise à une remise en cause de la hiérarchie pour imposer une centrale syndicale au service des travailleurs. C'est l'orientation qu'il faut se donner.

Quelles perspectives proposez-vous au mouvement ?

On appelle à deux choses : le service minimum dans la santé, le commerce, les transports pour ne pas bloquer la population ; la grève partout, avec le mot d'ordre de donner une auto-organisation et une coordination à tous ces secteurs en grève pour aller de l'avant.

Il faut coordonner les différents secteurs industriels, les services, mais aussi les travailleurs et les régions. On appelle les quartiers, les communes, les populations à s'auto-organiser pour créer des comités de base pour

coordonner tout ça. Ça avance dans les universités, dans des communes. Je considère qu'on peut parler d'une révolution, car la révolution est l'irruption des masses sur la scène politique. Des millions d'Algériens sont mobilisés, sont dans la rue. Tous les secteurs, sans exception, sont touchés. Mais il n'y a pas de coordination. La nécessité de la coordination est d'être efficace dans ce processus révolutionnaire, efficace pour remettre en cause le pouvoir en place et imposer un autre système, qui répond aux besoins des masses. Si les travailleurs sont en grève, c'est parce que leur situation est désastreuse. Leur pouvoir d'achat est désastreux. Les libertés syndicales sont bafouées. Les chômeurs n'ont pas de travail, les étudiants ne sont pas satisfaits de leurs conditions pédagogiques. L'université publique, gratuite, ouverte à toutes et à tous, n'est pas garantie, ils demandent une autre université.

Il faut donc coordonner tout ça pour essayer d'imposer une autre Algérie, qui réponde aux besoins des travailleurs, des chômeurs, des étudiants, des femmes, des masses populaires. Le moyen le plus efficace est de s'organiser pour imposer une assemblée constituante représentative de cette majorité de travailleurs. C'est le meilleur moyen d'aller dans ce sens.

L'auto-organisation et la coordination entre tous ces secteurs, les démunis qui sont en lutte, c'est pour empêcher l'opposition ultra libérale, qui a assez de moyens financiers, l'accès aux médias privés, de surfer sur cette vague pour imposer sa présence comme alternative. Ils ont des moyens, nous on n'a que notre mobilisation, notre auto-organisation pour empêcher tout courant, tout groupe, toute personne de s'autoproclamer dirigeant de ce processus révolutionnaire.

Propos recueillis par Antoine Larrache

Soutenir financièrement nos camarades en Algérie

L'annonce d'une candidature de Bouteflika pour un 5^e mandat de président a provoqué le soulèvement des masses populaires d'Algérie. Cette vague démocratique est aussi le reflet de la colère contre les injustices sociales, un régime oppressif et inféodé aux puissances impérialistes, en particulier la France.

Cette révolte a besoin de soutien pour devenir une révolution. Le NPA organise un soutien politique, matériel et financier, une souscription pour soutenir les militantEs lutte de classe, internationalistes. Celles et ceux qui défendent une orientation démocratique, antilibérale et anti-impérialiste, se battent pour une assemblée constituante pour une Algérie au service des travailleurEs et du peuple, pour les droits des femmes, pour l'auto-organisation et la coordination du mouvement.

Vous pouvez faire un don en ligne (<https://souscription.npa2009.org/algérie>) ou par chèque à l'ordre de « NPA souscription » en précisant au dos « soutien Algérie », à envoyer à NPA souscription, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

Le Monde.fr SÛRETÉ NUCLÉAIRE : EDF À LA TRAINÉ.

La filière nucléaire a-t-elle tiré toutes les leçons de la catastrophe de Fukushima du 11 mars 2011? En France en tout cas, les prescriptions adressées par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) aux exploitants pour renforcer leurs installations ne sont encore, huit ans après, que très partiellement mises en œuvre. Dans une décision du 19 février, passée relativement inaperçue, le gendarme du nucléaire vient ainsi d'accorder à EDF un délai supplémentaire de deux ans pour équiper l'ensemble de ses réacteurs de « diesels d'ultime secours ». Il s'agit de groupes électrogènes destinés à garantir l'alimentation électrique des sites atomiques en cas de défaillance de toutes les autres sources d'électricité.

Ces équipements font partie du « noyau dur » dont l'ASN avait demandé la mise en place, en juin 2012, au terme d'évaluations complémentaires de sûreté menées à la suite de l'accident au Japon. L'autorité de contrôle avait alors estimé que toutes les installations nucléaires françaises étaient aptes à continuer à fonctionner, mais qu'il y fallait un « renforcement significatif des marges de sûreté », afin d'accroître leur robustesse face à des événements extrêmes, tels que les séismes, les inondations ou les tempêtes. Le principe de ce noyau dur consiste à garantir que les fonctions vitales pour la sûreté, en particulier l'alimentation en électricité et en eau, restent assurées en toutes circonstances, pour éviter une perte de refroidissement susceptible de provoquer la fusion des cœurs des réacteurs, comme à Fukushima, ou l'échauffement des combustibles placés dans les piscines d'entreposage. [...] Pourtant, l'essentiel reste à faire.

Pierre Le Hir, « Les centrales nucléaires françaises ne sont toujours pas aux normes post-Fukushima », *Le Monde*, le 11 mars 2019.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org